

Résistance

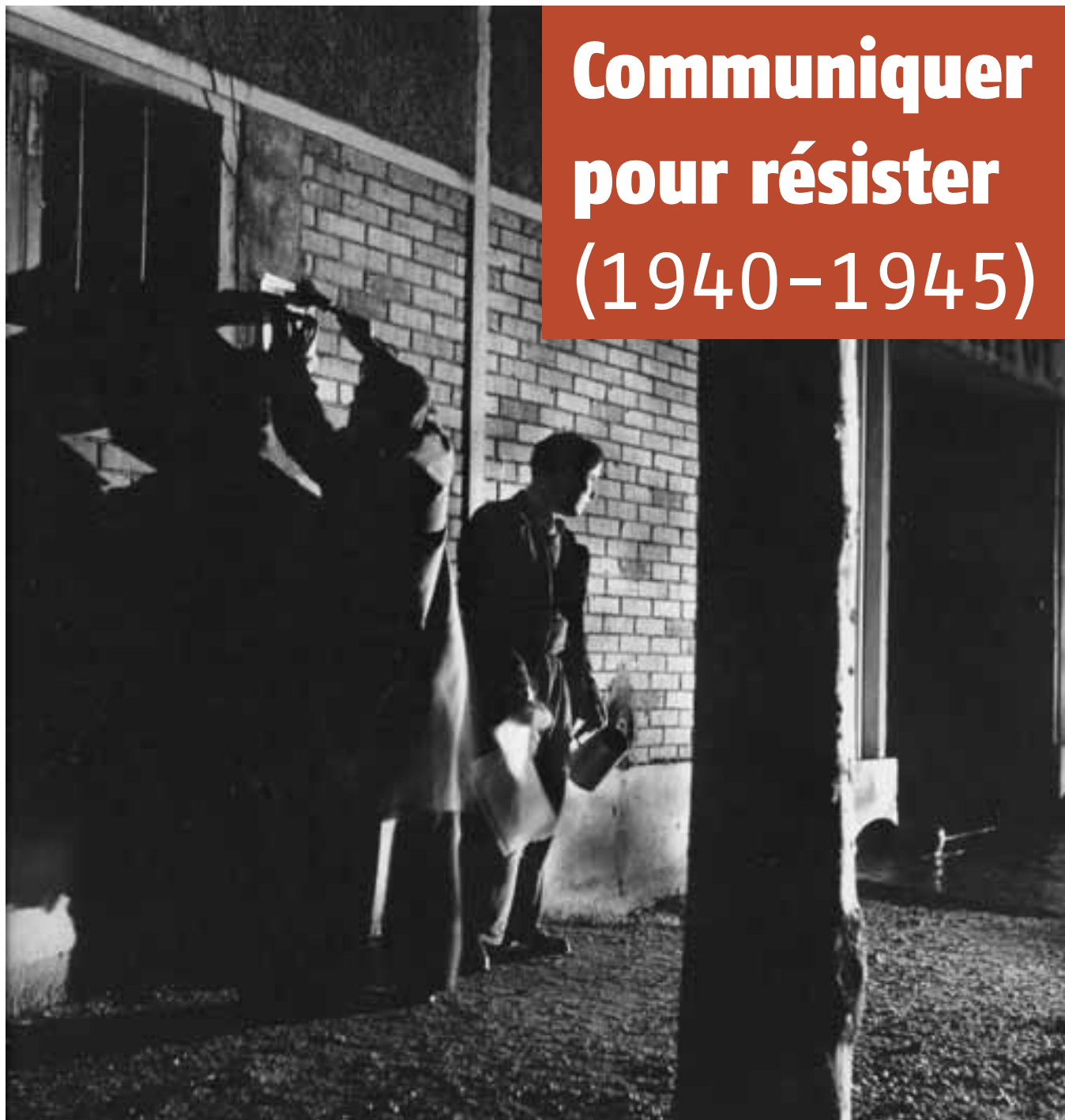
12
13

BULLETIN PÉDAGOGIQUE ANNUEL

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »

En partenariat avec le Musée de la Résistance nationale, le Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de l'académie de Créteil a mis en ligne sur son site un ensemble de ressources à l'adresse suivante : www.cndp.fr/crdp-creteil/resistance

Communiquer pour résister (1940-1945)



Deux résistants collent la nuit un imprimé clandestin sur un mur, photographie de Robert Doisneau, reconstitution, automne 1944 – printemps 1945, © Atelier Robert Doisneau, V500.

DOSSIER PÉDAGOGIQUE RÉALISÉ EN PARTENARIAT AVEC LE CENTRE RÉGIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE (CRDP) DE L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL



Deux résistants collent la nuit un imprimé clandestin sur un mur, photographie de Robert Doisneau, reconstitution, automne 1944 – printemps 1945, © Atelier Robert Doisneau, V500.

Pour aller plus loin :

Le concours est présenté sur Eduscol, portail national des professionnels de l'Éducation : <http://eduscol.education.fr/cnrd>

La Fondation de la Résistance a piloté la réalisation d'un dossier papier diffusé dans tous les établissements secondaires. Une version interactive est accessible à partir du site de la Fondation de la Résistance :

www.fondation-resistance.org

Le Musée de la Résistance nationale (MRN) propose un ensemble de ressources autour du CNRD :

- la version téléchargeable de ce dossier pédagogique
- des dossiers documentaires complémentaires
- des expositions (permanentes et itinérantes)
- des rencontres avec des témoins et des historiens

Pour en savoir plus, consulter le site du Musée de la Résistance nationale : www.musee-resistance.com, rubrique « CNRD »

Le CRDP de l'académie de Créteil et le Musée de la Résistance nationale ont mis en ligne un ensemble documentaire, accessible à partir du site du CNDP :

www.cndp.fr/crdp-creteil/resistance

SOMMAIRE

Perspectives et enjeux 3

Partie 1

Le contexte 4

Partie 2

Communiquer pour faire

savoir et faire réagir 7

2.1 – Parler à la radio 8

2.2 – Marquer et écrire son désaccord 10

2.3 – Faire un journal clandestin 12

2.4 – Manifester et protester 15

2.5 – Éditer clandestinement 17

Partie 3

Communiquer

pour s'organiser et agir 19

3.1 – Maintenir et multiplier les liaisons avec l'extérieur 20

3.2 – Faciliter et sécuriser les liaisons en France 22

3.3 – Former les résistants et informer la Résistance 24

Partie 4

Communiquer pour se libérer 27

4.1 – Faire vivre le Conseil national de la Résistance 28

4.2 – Mobiliser la population 29

4.3 – Légitimer le général de Gaulle et le Gouvernement provisoire de la République française 30

4.4 – Rétablir les libertés et la démocratie républicaine 31

Critique de la nouvelle presse, par Albert Camus 32

Perspectives et enjeux

Le thème retenu pour le concours national de la Résistance et de la Déportation 2013 peut être abordé de différentes manières. Les candidats peuvent privilégier les modes de communication ou bien insister sur les objectifs poursuivis, ou bien encore associer l'un et l'autre.

Dans tous les cas, il est important de rappeler le contexte afin de saisir l'enjeu que représentent la communication et les communications pour les résistants. L'occupant allemand dès son installation sur le territoire français met en place un ensemble de mesures visant à contrôler toutes les formes de communication (presse, radio, réunion publique, transports, etc.). A la volonté de maintenir l'ordre d'une armée d'occupation s'ajoute le rejet des libertés individuelles et collectives (d'opinion, d'expression, de réunion, d'association, de circulation, etc.) propre au régime totalitaire qu'est l'Allemagne nazie. L'occupant italien dans le sud de la France agit de même. Quant au régime de Vichy, son souci d'imposer sa Révolution nationale l'amène à prendre des décisions comparables, parfois en devançant l'occupant. Les autorités allemandes comme françaises ont également recours, souvent en collaboration, à une propagande intense qui vise à promouvoir un ordre nouveau et à dénoncer tous les ennemis, en particulier les « judéo-bolcheviques ». Au fur et à mesure, le message adressé à la population passe d'une apparente bienveillance à des menaces de plus en plus explicites.

Pour les premiers résistants, la priorité est donc de dénoncer ce qui est dit et écrit par la propagande officielle et tous les médias sous tutelle qui la relaient. Il s'agit de faire savoir et de faire réagir. L'appel du général de Gaulle en est l'exemple le plus connu - et rend compte immédiatement de la place essentielle des radios libres face aux radios sous contrôle - mais on peut y ajouter les appels lancés au même moment en France (voir les documents produits pour le CNRD 2010). Les premiers journaux clandestins sont autant d'affirmation du refus, reflétés dans les titres que les individus ou les équipes qui les réalisent choisissent. Les tracts jouent un rôle équivalent. Tous ces écrits demandent la mise en place d'une logistique de plus en plus performante alors qu'en même temps

la répression s'accroît (voir les documents produits pour le CNRD 2011). La *Royal Air Force* de son côté diffuse en France de nombreuses publications réalisées en Grande-Bretagne. Le refus se matérialise également par la dégradation des moyens de propagande de l'ennemi (notamment des affiches), par la multiplication des graffitis patriotiques, par les prises de paroles publiques, particulièrement dangereuses, par la participation à des manifestations annoncées à la radio de Londres et par les organisations de résistants présentes sur le terrain.

Partout, y compris dans les camps d'internement et les prisons, il s'agit de faire entendre une parole libre, qui dénonce les mensonges et veut dire la vérité pour convaincre et rallier la population à la Résistance.

« COMMUNIQUER POUR RÉSISTER (1940-1945) »

A mesure que la lutte s'intensifie, communiquer acquiert une nouvelle dimension. Les résistants ont besoin de s'organiser pour agir plus efficacement. Il faut relier les individus et les groupes entre eux, assurer les liaisons entre l'intérieur sous la domination de l'ennemi et l'extérieur libre, mais difficilement accessible du fait de la surveillance permanente des frontières terrestres et des côtes. Des agents de liaison, très souvent des femmes, assurent la mission difficile de porter des messages ou des documents, d'accompagner les uns et les autres jusqu'au point de rendez-vous. Des opérateurs-radios, le plus souvent formés en Grande-Bretagne et parachutés en France, sont chargés d'assurer la liaison entre les résistants de l'intérieur et les forces qui combattent à l'extérieur, françaises ou alliées. Dès que les conditions le permettent, des avions font la navette entre la Grande-Bretagne et la France pour déposer et reprendre hommes et documents, tandis que des parachutages alimentent en matériels les groupes de résistants qui ont la chance de les récupérer.

Dans les derniers mois de l'occupation, l'ensemble des moyens de communication est orienté vers un seul objectif : la libération de la France. Le Conseil national de la Résistance (CNR) et les organismes qui en dépendent renforcent l'unification, non sans discussions, ce qui suppose là-encore

de multiples liaisons entre les responsables des organisations de résistance. Jean Moulin et tant d'autres ont été arrêtés à l'occasion de ces rendez-vous devenus indispensables. En 1944, la Résistance s'efforce de mobiliser la population tout entière à ses côtés alors que l'occupant allemand et l'Etat français intensifient encore leur propagande, avec un impact de plus en plus limité. Le débarquement en Normandie est le signal du lancement de l'insurrection. Les journaux et les tracts clandestins appellent à la mobilisation générale, dans beaucoup de cas avant même que les forces alliées ne soient encore en mesure d'apporter leur soutien.

La libération du territoire national s'accompagne d'une campagne en faveur du général de Gaulle et du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Libérée avec le concours des Alliés, la France doit pouvoir retrouver la plénitude son indépendance. C'est pourquoi, dès leur installation, les autorités issues de la Résistance et du GPRF font savoir à la population que la légitimité républicaine est rétablie. En outre, parmi les premières décisions prises figurent la restauration et le renforcement de la liberté de la presse, prélude au retour de la démocratie.

Le thème retenu pour cette année laisse donc une grande marge de manœuvre aux candidats. Il faut espérer cependant qu'au-delà du travail d'histoire ils sauront conduire une réflexion civique. En effet, le thème retenu ne peut qu'entrer en résonance avec des événements récents de par le monde qui ont montré l'importance acquise par les nouveaux moyens de communication dans la lutte contre des régimes d'oppression. Il permet aussi de souligner que son impact n'est pas seulement dû à la puissance des moyens utilisés mais aussi à la force des messages qu'ils véhiculent, dans un camp comme dans l'autre. Travailler sur la question de la communication en France entre 1940 et 1945 doit inciter à la vigilance aujourd'hui, à la fois pour maintenir les libertés qui garantissent l'exercice des droits et pour améliorer les règles qui en organisent les usages.

PARTIE 1

Le contexte

À l'été 1940, en France et dans l'Empire disparaissent toutes les libertés individuelles et collectives acquises par les Français depuis la Révolution française dont celle de communiquer librement traduite par les droits fondamentaux : de penser, d'exprimer (parler), de s'exprimer (écrire, éditer, diffuser, manifester, etc.), de circuler et de s'associer (associations, syndicats, partis).

À l'été 1940, en 3 semaines, 3 dates signent l'effondrement militaire et politique de la France et l'instauration de régimes dictatoriaux.

Le 17 juin, Philippe Pétain demande à l'armée qui se bat courageusement de cesser le combat.

Le 25 juin, entre en vigueur un armistice signé avec l'Allemagne et l'Italie, alors que la France peut compter sur un vaste empire pour continuer la guerre. Cette abdication, autorise l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste à piller la France, à l'émietter en de multiples zones et à en annexer et occuper les deux tiers, séparés du reste du territoire par de véritables frontières dont la plus importante est la ligne de démarcation¹. Le traité engage aussi les autorités françaises qui se sont soumises à collaborer avec ceux qu'ils reconnaissent comme les vainqueurs.

Le 10 juillet, à Vichy, un Parlement réduit et apeuré vote l'assassinat de la République et la création d'un État.

Pour assurer leur pouvoir, les nouveaux maîtres de la France - l'État français et les occupants allemands et italiens (jusqu'à l'été 1943) - installent et organisent un ordre répressif et oppressif visant à obtenir sinon l'adhésion du moins la non-résistance des habitants de France et de l'Empire.

À cette fin, l'arme la plus efficace est la mise en condition de l'opinion par une propagande intensive.

Suivant les zones et les grandes phases de la guerre les acteurs, les formes et les thèmes de cette politique varient. Pour autant, de l'été 1940 à l'été 1944, l'État français, les occupants allemand et italien détiennent



Kiosque à journaux à Paris mai 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).



La francisque de l'État français, sans date (coll. Musée de la Résistance nationale / Champigny)

Ce document de propagande est une référence directe à Philippe Pétain :

le manche est son bâton comme les sept étoiles sont des allusions à son grade de maréchal.

le monopole total de la communication et le contrôle complet des communications (transports terre-air-mer, téléphonie, émissions hertziennes, etc.).

Les lois qu'ils mettent en place, la dureté et la constance des mesures répressives contre toutes les formes de communications interdites (en premier lieu la presse clandestine de la Résistance) montrent l'importance cruciale qu'ils attachent au maintien de ce monopole.

Deux organismes administrent cette étatisation de l'information et de la communication. La *Propaganda Abteilung* siège à l'hôtel Majestic à Paris. Elle est rattachée directement à Berlin aux services de Goebbels, ministre de la propagande du Troisième Reich. Le secrétariat général à l'Information et à la Propagande qui dépend directement du chef du gouvernement français siège, quant à lui, à l'hôtel de la Paix à Vichy.

Les deux institutions contrôlent tout ce qui peut être lu, entendu et vu par la population.

Elles détiennent les sources de l'information (agences de presse). Elles possèdent ou contrôlent les émetteurs de l'information (société de presse, stations de radio et relais hertziens, studios et productions de cinéma). Elles contrôlent le contenu de l'information (notes et consignes aux journalistes, censure). Elles ont la haute main sur les services de diffusion (messageries). Enfin l'occupant allemand contrôle la répartition du papier dans les deux zones ainsi que la production et la vente de toutes les machines et fournitures (machines à écrire, à imprimer, encres, pellicules, appareils photos, ampoules, quartz, etc.)².

De plus, l'ambassadeur d'Allemagne en France, Otto Abetz (présent à Paris depuis 1938) poursuit activement sa politique de corruption morale et financière de tous ceux qui - individus ou groupes - peuvent influencer l'opinion française en faveur de l'Allemagne nazie.



Avis d'exécution de Louis Berrier, pour espionnage à l'aide d'un pigeon voyageur, août 1941 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

L'emprise sur la communication s'exerce, en premier lieu, via la presse (écrite, parlée, filmée), l'édition (livres et brochures), la publicité.

Dans la société française avant-guerre, malgré les critiques qu'elle suscite, c'est avant tout la presse écrite (surtout les journaux quotidiens nationaux, régionaux et locaux), parlée et filmée (actualités cinématographiques) qui informait l'opinion publique. Dès l'été 1940, c'est à cette presse autorisée par les nouveaux pouvoirs qu'est assignée la tâche de marteler les informations sous contrôle. Habilement, l'État français et les occupants masquent leur entreprise en maintenant une apparente abondance et diversité de médias. À l'exception des deux grands titres des partis de gauche (*L'Humanité* interdite et *Le Populaire* sabordé) et de quelques journaux de droite hostiles à l'armistice (*L'Ordre* et *L'Époque*), des centaines de titres autorisés (quotidiens nationaux, régionaux, hebdomadaires, magazines, revues, etc.) continuent de paraître dans toutes les zones.

De Paris et de Vichy, deux radios diffusent sur l'ensemble du territoire. Si Radio Paris est entièrement aux mains de la *Propaganda Abteilung*, son personnel est français et rémunéré par l'État français. Radio diffusion nationale (Radio Vichy) est la radio officielle de l'État français. Deux chroniqueurs se distinguent sur leurs ondes : Jean Hérold Paquis, commentateur militaire, et Philippe Henriot (secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande à partir de janvier 1944). Dans le même temps, de puissants systèmes de brouillage sont mis en place pour rendre inaudible l'écoute des radios étrangères, en premier lieu la radio anglaise.

Enfin, des moyens importants sont attribués à la production d'actualités filmées diffusées dans toutes les salles de cinéma avant la projection des films.

Cette chape de plomb imposée à la population est aggravée de nombreuses autres manières. D'abord, la mainmise sur l'espace public est l'indice du pouvoir absolu que les occupants se sont octroyé. Ainsi, dans les zones annexées ou occupées, les routes et les rues sont jalonnées de panneaux signalétiques en langue étrangère, les bâtiments publics accrochent en façade les noms des sièges des nouveaux pouvoirs et de leurs administrations tel *Kommandantur* et arborent leurs emblèmes (le drapeau à croix gammée ou le faisceau).

Dans toutes les zones, les espaces publics des villages et des villes se couvrent d'immenses placards obséquieux (« Faites confiance »), prétentieux (« Victoria ») ou menaçants (« Avis ») ou sont investis par des manifestations qui affichent la force des nouveaux maîtres (prises d'armes, défilés, parades, etc.).

Les administrations et services publics de l'État français sont instrumentalisés à des fins de propagande. À titre d'exemple, dans tous les établissements scolaires, la journée de classe débute par la chanson *Maréchal, nous voilà !* Des organismes officiels et obligatoires sont créés pour mettre au pas la population (« Croire, obéir, servir ») : ce sont les Chantiers de la jeunesse pour les jeunes travailleurs, la Légion des combattants pour les anciens combattants ou les corporations professionnelles. Toutes les productions intellectuelles et artistiques épurées et censurées sont asservies à cette besogne : le cinéma, très populaire, en premier lieu. Toutes les manifestations publiques autorisées y compris commerciales ou sportives sont polluées par l'omniprésence des signes de l'ordre nouveau imposé par l'État français et les occupants.

Trois grandes expositions (antimaçonnique, antijuive et anticomuniste) sont créées par des équipes de l'occupant allemand et de l'État français et parcourent les grandes villes entre 1940 et 1944.

Outre les entraves (et les risques) à circuler librement entre zones ou à l'intérieur de chacune d'elle, le courrier postal et les

échanges téléphoniques sont étroitement surveillés. Par exemple, entre la zone d'occupation allemande et la zone non-occupée ne transitent que des messages écrits sur des cartes non mises sous enveloppe et pré-imprimées imposant ainsi les thèmes de la correspondance.

Enfin, des personnalités de l'avant-guerre participent publiquement à cette entreprise d'asservissement des esprits, tel l'écrivain Louis-Ferdinand Céline prononçant à Paris le discours inaugural de l'Institut aux questions juives.

De l'été 1940 à l'été 1944, quels que soient les médias, les politiques de communication de l'État français et des occupants visent à rayer de la culture du peuple français l'héritage politique et social de 1789 pour fonder une nouvelle société hiérarchique et autoritaire, « européenne », fondée sur le racisme (incluant l'antisémitisme). Les évolutions majeures de la guerre au plan international et la force croissante de la Résistance en France donnent un tour de plus en plus terroriste à leurs propagandes, appelant et justifiant la mise à mort voire le crime de masse.

À ceux qui, dès 1940, refusent de considérer comme définitif l'effondrement et la mise en tutelle du pays, apparaît tout de suite la nécessité d'exprimer et de faire savoir, qu'il existe une autre voie que celles de la capitulation. Ils s'emploient durant quatre ans à démasquer les mensonges et les illusions répandues par les propagandes officielles. Ce sont là des conditions indispensables pour que ceux qui refusent, les résistants, ne restent pas isolés ; pour que, au contraire, ils puissent s'organiser, se rassembler et forts d'appuis de plus en plus nombreux dans la population, organiser, dans l'union avec ceux qui combattent à l'extérieur, l'action pour la libération du pays.

Briser ce monopole de la communication et des communications fut donc une des tâches initiales, essentielles et permanentes des résistants à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

NOTES

1. Alsaciens et Mosellans sont devenus Allemands et les habitants de 13 communes alpines frontalières sont devenus Italiens.

2. Situation similaire en zone d'occupation italienne via la commission de contrôle de l'armistice siégeant à Turin, mais dans une moindre mesure et surtout sur un temps plus court (novembre 1942 – septembre 1943).



Deux soldats de la France libre tiennent l'affiche diffusée à Londres en août 1940, inspirée par l'Appel du 18 Juin. Photographie publiée dans *La France libre 18 juin 1940-18 juin 1941*, Londres, 1941 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

LES APPELS FONDATEURS

Dire son refus, le faire savoir et exposer des raisons et des voies possibles pour la continuation du combat passe pour tous les résistants, d'abord à s'autoriser à penser librement et à prendre ou reprendre de mille manières la parole confisquée : refuser de croire, désobéir.

Pour ceux, hors de France, la radio sera l'outil de communication essentiel pour s'adresser prioritairement aux habitants de France et de l'Empire.

C'est d'Angleterre, le 18 juin 1940, sur les ondes de la radio anglaise (BBC) que le général de Gaulle répond à l'appel de Pétain, radiodiffusé la veille, demandant à l'armée française de « cesser le combat ». À l'opposé, il expose les raisons de continuer le combat aux côtés de l'allié anglais au sein d'une armée française nouvelle.

C'est par le canal des ondes de la radio anglaise offerte par Winston Churchill que le général de Gaulle peut se faire connaître (en premier lieu en métropole et dans l'Empire), rassembler les premières forces éparses de volontaires pour mettre sur pieds les Forces françaises libres (FFL) et engager la construction de la France libre. C'est par ce média qu'en personne, ou par l'intermédiaire de son représentant, qu'il continuera de s'adresser au peuple français. Sa popularité radiophonique est telle que la propagande ennemie tente de la moquer en l'affublant du sobriquet de « général micro ».

En France, ceux qui refusent sont animés par la même volonté que le général de Gaulle d'exprimer les raisons de leur refus et de les faire connaître. Privés du média puissant et insaisissable qu'est la radio, ils ont recours à divers procédés de communication plus ou moins improvisés ou artisanaux. Pour certains comme les généraux Delestraint ou Cochet, le refus est exprimé par une déclaration ou un exposé oral devant un public choisi, notamment leurs troupes, le 17 juin 1940 en quittant leur commandement.

Pour d'autres l'écrit s'impose comme la seule alternative et prend des formes différentes : un texte manuscrit recopié également à la main : ce sont les premiers textes de Jean Lebas à l'origine en octobre 1940 du journal *L'Homme Libre* ; un texte reprographié avec un duplicateur : ce sont les textes tracts d'Edmond Michelet ou de Charles Tillon (17 juin 1940) ou le « Manifeste du syndicalisme français » de Christian Pineau (novembre 1940) ; un texte reproduit en masse par des presses typographiques : ce sont le tract du Parti communiste « Peuple de France » signé Duclos-Thorez (2^e quinzaine de juillet 1940), le premier numéro de *Pantagruel* de Raymond Deiss (octobre 1940) ou le premier numéro de *Résistance* (décembre 1940) du mouvement du Musée de l'Homme.

Ces premiers appels à résister sont parfois diffusés par envoi postal mais ils sont le plus souvent distribués sous le manteau ou à la volée dans la rue. Ces premiers textes, à l'instar de l'Appel du 18 Juin, sont tous à l'origine des organisations et des mouvements de la Résistance : pouvoir d'éclairer les consciences, de convaincre et d'entraîner dans l'action des forces éparses, désorganisées, désorientées.

PARTIE 2

Communiquer pour faire savoir et faire réagir

Devant un magasin à Paris, des ménagères font leurs courses. Soudain, des tracts volent au vent. Qui les a lancés ? Le cycliste au premier plan ? Sans doute pas, car trop exposé. Un personnage invisible caché dans un des immeubles ? Plus vraisemblablement, car le risque est moins grand.

La foule paraît indifférente, comme absorbée par ses problèmes de ravitaillement, si prenants en période de pénurie. Peut-être n'a-t-elle pas encore vu les feuilles au-dessus d'elle. À moins que cette indifférence ne soit feinte et que chacun attende pour s'assurer de l'éloignement de la police – qui sont ces ombres qui se profilent au premier plan ? – pour ramasser subrepticement un tract, le cacher dans une poche ou un sac et pouvoir le lire en lieu sûr.



Distribution de tracts à la volée dans la rue, photographie de Robert Doisneau, reconstitution, automne 1944-printemps 1945 (© Atelier Robert Doisneau, V857).

2.1

Parler à la radio

La radio est immédiatement un moyen de résister. Face à la prise de contrôle par l'occupant et par l'État français des stations de radio et des relais hertziens en France, les autorités britanniques réagissent. Les émissions radiophoniques en langue française à la BBC qui existaient avant la défaite de la France prennent plus d'ampleur après la signature de l'armistice. Leur durée totale passe de 30 minutes en 1939 à 6 heures en 1944. Il s'agit pour l'essentiel de programmes d'information en français reprenant les directives des autorités britanniques (ministère de l'Information puis *Political Warfare Executive*, un organe dépendant du ministère des Affaires étrangères qui pilote la propagande à destination des pays ennemis et des territoires occupés) et les nouvelles du monde libre (dépêches des agences de presse, écoute des radios étrangères).

Les émissions les plus écoutées en France sont diffusées en début de soirée. À 20 h 15, des speakers francophones lisent les informations britanniques traduites en français. À 20 h 30, commence l'émission « Ici la France » (à partir du 19 juin 1940), qui devient « Les Français parlent aux Français » (à partir du 6 septembre 1940). De 20 h 25 à 20 h 30, la France libre peut s'exprimer à la radio dans le cadre de l'émission « Honneur et patrie » (à partir d'août 1940) : le général de Gaulle intervient à une soixantaine de reprises, mais le porte-parole officiel est Maurice Schumann. Ponctuellement, ce dernier est remplacé par un autre Français libre, tel Pierre-Olivier Lapie, ou par un résistant de l'intérieur venu à Londres, tel Pierre Brossolette.

L'équipe d'« Honneur et patrie » est totalement gaulliste, ce qui n'est pas le cas de celle des « Français parlent aux Français », souvent réservée face à la politique du général de Gaulle. Cependant, malgré des divergences, l'objectif des équipes reste le même, à savoir la libération de la France. Ceci explique pourquoi les auditeurs français ne perçoivent pas toujours nettement ce qui distingue les émissions francophones de la BBC des unes des autres, sinon qu'« Honneur et patrie » soutient constamment le général de Gaulle.

Tous les programmes diffusés par la BBC sont validés par les autorités britanniques. L'équipe de « Honneur et patrie » bénéficie d'une réelle bienveillance, tant qu'elle ne remet pas en cause la conduite de la guerre de Churchill et de son gouvernement. Conscient de l'importance de la radio pour faire reconnaître son autorité et sa légitimité, Churchill a confié à la BBC la tâche de



Tract
« Méfiez-vous ! »,
ramassé le 22 mars
1942, verso
(coll. Musée
de la Résistance
nationale/
Champigny,
fonds Phoebe)

mité en France et à l'étranger, le général de Gaulle s'efforce de ne plus dépendre des moyens de radiodiffusion mis à sa disposition par l'allié britannique. Dès la fin 1940, il pousse au renforcement de la puissance d'un poste-émetteur mis en place avant-guerre au Congo. Radio Brazzaville commence à émettre en décembre. En mars 1941, le poste devient la voix de la France libre, qui peut être entendue dans le monde entier à partir du milieu de l'année 1943. Après le débarquement allié en Afrique du Nord, Radio Alger perd son rôle de relais de la propagande pétainiste pour devenir « Radio France, la radio de la France en guerre », une radio contrôlée par les gaullistes, après quelques changements dans l'équipe de direction. Émettant dans toute la France, associant informations, interventions politiques et divertissements, Radio Alger est très écoutée par les Français à partir de 1943.

Les autorités allemandes et françaises sont conscientes de la menace que peuvent constituer des radios non contrôlées et ne restent pas inactives. L'ordonnance allemande datée du 10 mai 1940 stipule que « celui qui écouterait, seul ou avec d'autres personnes, des émissions de TSF non alle-

mandes ou qui procurera la possibilité d'une audition pareille, sera puni ». Elle précise cependant que « seront exceptés les postes de radiodiffusion non allemands dont l'administration militaire allemande permettra l'écoute par notification officielle ». Lorsqu'est lancée la bataille d'Angleterre, les Allemands ordonnent la confiscation des postes dans le nord de la France où la réception des émissions britanniques est la plus facile. L'État français quant à lui promulgue une loi du 28 octobre 1940, parue au *Journal officiel* du 3 novembre, qui interdit l'écoute des émissions radiophoniques de la BBC et de tout poste « à propagande antinationale » sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public. Les contrevenants encouront une peine de 16 à 100 francs et un emprisonnement de six jours à six mois. Les postes de radio peuvent être saisis.

L'interdit suscite la curiosité puis l'envie de savoir fait le reste. La BBC affirme qu'elle dit la vérité face aux radios contrôlées par l'Occupant allemand (Radio Paris) ou l'État français (Radio nationale ou Radio Vichy), soupçonnées de mentir en permanence. Des tracts sont diffusés par la *Royal Air Force* ; ils invitent la population française à la vigi-



Un couple de Français écoute la radio durant l'Occupation, sans date (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)
Le poste plutôt imposant est posé sur la table.
Devant, un exemplaire du journal *Le Matin*.

Nous vous disons la vérité – les bonnes comme les mauvaises nouvelles

lance et comptent sur la méfiance supposée des Français vis-à-vis de la propagande allemande. Les Britanniques et les Français libres tentent de limiter l'influence de Radio Paris (« Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand ») comme de Radio Vichy, accusée de relayer la propagande allemande dans le cadre de la politique de collaboration.

Chaque camp essaie de séduire les auditeurs en mêlant aux émissions politiques des programmes distrayants. C'est plus facile pour Radio Paris ou Radio Vichy qui disposent de longs temps d'antenne, mais Radio Londres joue la carte de l'humour et de la légèreté pour aborder les sujets graves (telles les chansons de Maurice Van Moppès, diffusées en France sous la forme d'une brochure en couleurs illustrée par l'auteur). Au fur et à mesure que le conflit se prolonge et que les conditions de vie se dégradent en France, le ton devient plus sérieux, même si les auditeurs restent sensibles aux mots d'esprit et aux formules percutantes des speakers (notamment Jean Oberlé et Pierre Dac). La qualité des émissions est d'autant plus nécessaire que des orateurs talentueux sévissent sur les radios de l'adversaire, tels le Dr Friedrich (« Un journaliste allemand vous parle », sur Radio Paris) ou Philippe Henriot (sur Radio Vichy), secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande à partir de janvier 1944.

À partir de la fin 1940, les Français prennent peu à peu l'habitude d'écouter la radio britannique, puis Radio Brazzaville et Radio Alger à partir de 1943, ne serait-ce que pour vérifier si les informations des radios sous contrôle sont confirmées. Ils écoutent également d'autres émissions en langue française sur des radios étrangères : la chronique hebdomadaire de René Payot sur Radio Sottens (Radio suisse romande) à partir d'octobre 1941, celles de Jean-Richard Bloch sur Radio Moscou à partir de juin 1941, celles de Français installés aux États-Unis sur *Voice of America* (radio gouvernementale des États-Unis) à partir de février 1942, etc.

Radio Sottens a la réputation d'être la plus objective du fait de la neutralité supposée du pays d'où elle émet. Radio Vatican est perçue de manière comparable. Radio Londres, Radio Brazzaville, Radio Alger, Radio Moscou ou La Voix de l'Amérique sont considérées comme des radios engagées. En effet, ces dernières dénoncent les mensonges de leurs adversaires et appellent à la mobilisation contre eux. L'évolution et le bilan des opérations terrestres, aériennes ou maritimes sont commentés, les pillages et les crimes perpétrés par l'ennemi sont révélés, des mots d'ordre sont lancés à destination de la population française : le ralliement de l'opinion à la cause des Alliés et de la Résistance passe par les ondes.

En réaction, les Allemands s'efforcent de brouiller les émissions de la BBC dès 1940. Elles deviennent difficilement audibles, d'autant que les auditeurs français les écoutent le plus souvent le volume au minimum afin de ne pas se faire repérer par un voisin malveillant qui pourrait signaler l'acte interdit à la police. D'ailleurs chacun prend l'habitude de tourner le bouton du poste de radio en fin d'émission afin de replacer l'aiguille sur la

LES AUDITEURS DE RADIO LONDRES, D'APRÈS LES LETTRES ADRESSÉES PAR DES FRANÇAIS À LA BBC EN 1940

Des lettres, visiblement ouvertes par la censure française, sont acheminées avec la complicité d'agents compréhensifs qui parfois ajoutent un petit commentaire à l'intention des Alliés. « Toutes mes amitiés à vous tous qui avez le courage de lutter pour la liberté », écrit un censeur sur la lettre d'un ancien combattant de Lyon, datée du 20 juillet. [...]

Près de Clermont-Ferrand, la plupart des habitants d'un petit village du Puy-de-Dôme ont l'habitude de se retrouver quotidiennement pour écouter, religieusement, l'émission du soir, devant la maison d'un père réfugié avec ses huit enfants. « Plusieurs jeunes hommes viennent à bicyclette des villages voisins parce qu'ils n'ont pas la radio. Personne ne parle de peur de perdre un seul mot de vos paroles. Personne ne connaît l'un l'autre parce que presque tous sont des réfugiés ou des paysans et viennent séparément, mais pendant le jour, si par chance des « habitués de la radio de 8 h 15 » se rencontrent, ils se saluent très aimablement. En retournant à Clermont, j'ai essayé de louer un appareil sans fil à ondes courtes, mais le marchand dit qu'il ne lui en restait pas un seul, tout le monde les avait pris pour entendre la radio anglaise... Alors j'ai acheté une radio parce que, grâce à vous, la vie est une fois de plus retournée dans nos cœurs, pleine d'espérance. » Ces comportements individuels permettent aussi d'élargir l'audience de la BBC. Ici, en zone libre, un restaurateur fait mine d'écouter la radio en famille dans sa cuisine. Mais il monte suffisamment le son pour que chaque parole venue de Londres soit entendue des consommateurs assis dans la salle d'à côté. Là, des voyageurs passés par Marseille témoignent de tactique similaire organisée dans des cafés des hôtels de la ville.

Extraits d'Aurélien Luneau, *Radio Londres. Les voix de la liberté (1940-1944)*, Perrin, 2005, pages 105-107

fréquence des stations autorisées. Le brouillage est contourné par la multiplication des longueurs d'ondes et la diffusion à plusieurs reprises des émissions.

En février 1944, l'Occupant allemand envisage de supprimer le système d'écoute des ondes courtes sur les 10 millions de postes estimés en France. Faute de techniciens en nombre suffisant, le projet est abandonné. En mars, il ordonne la confiscation des postes de radio dans les régions où pourrait avoir lieu le débarquement allié. L'opération rencontre un succès très relatif, seule une petite partie des postes réclamés est remise aux autorités allemandes ou françaises et celles-ci constatent que beaucoup des postes ne sont plus en état de fonctionner. Le jour du débarquement, toute la population française en est informée dans les heures qui suivent par la radio ou par le bouche-à-oreille qui la relaie très efficacement.

2.2

Marquer et écrire son désaccord

De l'été 1940 jusqu'à la Libération, des Français de plus en plus nombreux, en dépit des risques encourus bravent les interdits, se réapproprient avec courage et inventivité l'espace public et reprennent la parole.

LES GRAFFITIS

Le geste de contestation, premier, évident consiste à barbouiller, à lacérer, à déchirer les affiches des nouveaux maîtres. La pratique est de telle ampleur que dès juillet 1940, l'occupant allemand accompagne ses affichages d'un bandeau menaçant « l'altération de la présente affiche sera considérée comme un acte de sabotage et punie des peines les plus sévères ». L'État français suit l'exemple le 21 janvier 1942.

La destruction partielle ou totale n'est pas la seule forme d'altération pratiquée. Fleurissent sur les affiches officielles, des ajouts de signes qui signifient que l'entreprise d'intimidation et de duperie ne prend pas. Des placards de l'État français sont régulièrement couverts de croix gammées ou des mots « vendus », « traîtres », en premier lieu l'affiche reproduisant le discours radiodiffusé de Pétain justifiant la politique de collaboration engagée le 24 octobre 1940 lors de sa rencontre avec Hitler à Montoire.

Le détournement des messages autorisés n'est pas exempt d'humour : au « c » de collaboration est substitué un « k » ; les portraits reproduits des dignitaires de l'État français, celui du « Maréchal » compris, sont affublés de moustache à la « Adolf ».

Il peut être aussi empreint de gravité. Les avis sinistres d'exécutions se couvrent d'inscriptions anonymes d'hommage aux patriotes assassinés comme « mort pour la France ». Parfois, des bouquets de fleurs déposés à même le sol transforment le panneau d'affichage en une sorte de calvaire laïque improvisé.

Rapidement, ces inscriptions surajoutées témoignent de la naissance et du développement d'une résistance organisée ou, pour le moins, d'une sympathie des auteurs avec la France libre et/ou avec les mouvements de la Résistance intérieure. La campagne des « V » (comme signe de ralliement de tous ceux qui refusent l'ordre nazi) est exemplaire à cet égard. Lancée sur les ondes de la BBC en décembre 1940, elle gagne toute l'Europe. En France, dans la foulée de l'émission « Les Français parlent aux Français » du 22 mars 1941 sur Radio Londres, les murs, les portes, les troncs d'arbres, le bitume des chaussées et en premier lieu les panneaux d'affichage officiels se couvrent de « V », simples



La francisque, symbole de l'État français, est transformée en hache du bourreau.

Tract du Parti communiste clandestin dénonçant l'exécution de militants communistes en 1941 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

ou enserrant une croix de Lorraine ou une faucille et un marteau. Sous tension, comme l'attestent les très nombreux rapports, la police française recense plus de 500 000 de ces inscriptions, rien que pour la région parisienne en 1941.

LES PAPILLONS

De 1940 à 1944, à de rares exceptions près, la Résistance ne peut pas produire d'affiches dans leur forme classique tant pour des raisons de moyens que pour les risques encourus par ceux qui auraient à les transporter et à les placarder. Pour autant, cela ne l'empêche pas sous d'autres formes, d'exposer publiquement sa parole, de s'afficher. Dans la masse des productions écrites clandestines (plusieurs centaines de millions de feuilles volantes de tous types, de journaux, de brochures, etc.) le papillon tient d'emblée la vedette. Du format d'une vignette, sa fabrication est rapide et simple. Il est réalisé sur des formats courants déjà existants comme des étiquettes d'écolier : majoritairement l'œuvre des organisations de jeunesse de la Résistance pour les appels à célébrer les fêtes patriotiques ou inciter les requis au Service du travail obligatoire (STO) à gagner les maquis. Il est aussi dupliqué en grand nombre, sous la forme de planches à découper, telles celles de l'été 1942 produites par la section juive de la Main-d'œuvre immigrée (MOI du PCF) alertant la population sur la déportation des enfants juifs internés au camp de Drancy. Peu encombrant, le papillon est transporté, réparti entre diffuseurs et apposé promptement et discrètement : un coup de langue sur le verso souvent préencollé suivi d'un aplatissement de main sur n'importe quel support



Papillon autocollant réalisé par le service de diffusion clandestine de la France Libre (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

En un dessin, une phrase, un signe sur fond des trois couleurs nationales, un sigle, une signature, il porte l'essentiel d'un message rapidement lu, immédiatement compréhensible et vite mémorisé. Enfin le papillon, fréquemment, peut jouer la fonction de « mini » tract, facile à disperser au vent par poignée dans une rue ou le long d'une route, à glisser dans le casier d'un collègue, le cabas d'une ménagère, un livre en bibliothèque, voire lesté d'un caillou au bout d'une ficelle à venir prendre sur les lignes électriques.

LES TRACTS

Le tract politique - un texte sur support papier distribué à la sauvette à des passants - est un mode de communication très ancien, très répandu et populaire en France (il échappait à la censure et au dépôt légal). S'appuyant sur cette tradition, les résistants vont employer massivement cet outil pour diffuser leurs idées.

Les tracts résistants répondent aux mêmes caractéristiques de fabrication que les papillons et les journaux : du fait main en quelques exemplaires à l'imprimé typographique en plusieurs milliers d'exemplaires ; recto ou recto-verso ; illustré ou non. Ils peuvent être confectionnés en France par des résistants ou à l'extérieur par la France libre (Londres ou Alger) ou des services des Alliés (en premier lieu britanniques). Dans ce dernier cas, ils sont parachutés au-dessus de la France.

Il en est de même pour les formats : de toutes les tailles, jusqu'à l'équivalent de l'actuel A4. Comme les papillons et les journaux, les tracts sont diffusés avec prudence.

À l'opposé des journaux, comme les papillons, les tracts n'ont pas de périodicité : ils répondent à un événement, à une question. Mais contrairement aux papillons avec leurs



Tract édité par le maquis du Limousin en 1943-1944
(coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

messages brefs, les tracts développent, argumentent une information, une idée. Une seule, contrairement aux journaux qui eux fourmillent de messages.

Comme les papillons et les journaux ils peuvent être le produit d'une initiative nationale et dans ce cas reproduits en des milliers d'exemplaires tels : l'annonce en mai 1941 par le PCF de la création du Front national de lutte pour l'indépendance et la liberté de la France ; la lettre pastorale de Mgr Saliège dénonçant les persécutions antisémites reproduite par *Libération* (sud).

Mais le plus souvent, les tracts sont d'initiative locale, le fait de petits groupes. Ils répondent au plus près de l'événement en apportant les réponses aux populations concernées. Par exemple texte de paysans de telle région dénonçant les réquisitions des bêtes et des récoltes ou adresse à des ouvriers de telle branche professionnelle ou d'une usine pour exiger par l'action respect et dignité (salaires, conditions de travail, etc.).

Comme les papillons à la différence des journaux (organes officiels de chacune des organisations de la Résistance), ils peuvent ne pas être signés. Dans la majorité des cas, ils portent une signature peu conventionnelle de groupes affiliés ou non à des mouvements de résistance (comité de ménagères de tel arrondissement de Paris, comité de paysans de tel canton, de tel département, etc.) ou à partir de 1942, ils sont signés par plusieurs groupements de la Résistance réagissant dans l'union à un événement, à un problème comme : les textes du Comité d'action contre la déportation (ou CAD, organisme du CNR coordonnant les actions contre le STO) ; les appels et instructions des comités locaux et départementaux de la Libération (CLL et CDL) à la population après le débarquement en Normandie le 6 juin 1944. Durant les quatre années de guerre et d'occupation, preuve de la diversité et de la vitalité croissante de la Résistance les tracts produits et diffusés totalisent plusieurs dizaines millions d'exemplaires.



Laval en drapeau nazi
(coll. Jean-Louis Crémieux-Brilhac)
Papillon préencollé diffusé par les services de propagande de la France combattante en 1943

LES TRACTS DISPARUS

J'avais vingt ans, et mon frère seize. Ce 1^{er} mai 1943, nous disposions d'une bonne centaine de tracts dénonçant les traîtres de Vichy et appelant à des actions. Nous en avions déjà déposé une bonne partie aux coins d'entrée des entreprises, des écoles, des ateliers, lorsque nous parvint un bruit de bottes au fond de la rue où nous marchions.

Les bruits de bottes se précisent, on entend quelque chose derrière nous, nous avons l'impression d'être cernés. Jeter les tracts ? Impossible. Nous sommes à proximité de la gare et, vite, nous les déposons au coin de l'entrée principale. Rasant les murs, nous rentrons à la maison. Chaussures à la main, car notre seul voisin de palier est un milicien

Le lendemain, nous retournons à la gare : pas la moindre trace de nos tracts. Nous avons appris quelques jours plus tard qu'un cheminot qui se rendait au travail au petit jour les avait ramassés, tout simplement, et distribués.

Témoignage de René Paquet, recueillis pour *Les inconnus de la Résistance*
(coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

LES DOCUMENTS DE PROPAGANDE DE LA FRANCE LIBRE À DESTINATION DE LA FRANCE

À partir de 1942, le Comité exécutif de propagande a pour charge de coordonner la communication avec la Résistance intérieure, d'obtenir les informations les plus précises possibles sur la situation en France et d'y organiser la diffusion des productions de la France libre puis de la France combattante, en fonction des moyens aériens accordés par les Britanniques. Les documents ainsi que les témoignages des résistants arrivés à Londres permettent de repérer les cibles de la propagande et d'élaborer les outils adaptés. Le service de la diffusion clandestine, dirigé par Jean-Louis Crémieux-Brilhac du printemps 1942 à août 1944, produit une série de tracts et de papillons particulièrement appréciés par les organisations de résistance. L'une des raisons en est l'utilisation de la couleur et du pré-encollage, très difficile à réaliser en France. Au-delà de l'aspect technique, ce matériel est parfaitement adapté à l'action de terrain : la dénonciation de Laval alors que celui-ci se plie de plus en plus aux demandes de l'Allemagne nazie, comme le rappel des slogans de 1793 quand l'entrée dans la Résistance peut se payer au prix de sa vie, sont totalement en phase avec les attentes des résistants de l'Intérieur. Les tracts menaçant les collaborateurs et les dénonciateurs de châtiments mérités permettent de répondre aux campagnes de haine et de mépris de l'Occupant et de l'État français alors que la perspective de la Libération se précise.

2.3

Faire un journal clandestin

Le premier acte de résistance est souvent une parole écrite. Ce sont d'abord de simples tracts puis, à mesure que le texte devient plus important, des feuilles simples écrites recto-verso puis plusieurs feuilles.

Les premiers journaux sont bien modestes. Ils se distinguent des tracts notamment par l'existence d'un titre qui s'apparente à une proclamation ou un programme : *Résistance*, *Libération*, *Vérités*, *Liberté*, *L'Homme libre*, *Défense de la France*, *Combat*, etc. D'autres titres s'appuient sur la culture transmise par l'école républicaine : *Valmy* fait référence à la bataille gagnée par les Français contre les Austro-Prussiens la veille de l'instauration de la République en septembre 1792 ; *Franc-tireur* rappelle les volontaires qui se sont opposés aux armées allemandes durant la guerre de 1870-1871. Certains journaux d'avant-guerre sont passés dans la clandestinité (*L'Humanité*, *La Vie ouvrière*, *Le Populaire*) et leur existence même est un défi lancé à l'Occupant et à l'État français.

Les résistants disposent de très peu de moyens au départ. En effet, ils ne se sont pas préparés à la fabrication clandestine d'un journal. Tout manque, depuis le papier jusqu'au matériel d'impression, en passant par les outils pour composer. Les premiers journaux sont réalisés à la main ou à la machine à écrire puis tirés sur des ronéos qui ne garantissent que quelques centaines d'exemplaires lisibles. Les mieux équipés peuvent tirer quelques milliers d'exemplaires d'une feuille imprimée recto-verso. Les progrès sont rapides. Les équipes de résistants se rapprochent d'imprimeurs professionnels ou parviennent à se procurer des machines plus performantes. Les problèmes matériels restent compliqués durant toute la période car à la surveillance étroite de la police s'ajoute la pénurie généralisée. Toute acquisition de papier, d'encre, de stencils, de machine à imprimer nécessite des prouesses et de multiples complicités. Soit un entrepreneur bienveillant détourne une partie d'une commande légale au profit de la Résistance, ce qui suppose la compréhension et le silence du personnel, notamment du comptable. Soit les résistants s'emparent illégalement de ce dont ils ont besoin en utilisant la force, parfois pour mieux camoufler le soutien apporté par ceux qui se déclarent victimes du vol. Les financements arrivés depuis Londres à partir de 1942 permettent aussi d'acheter le matériel nécessaire, notamment au marché noir. À partir de la fin 1943, les organisations de résistance com-

LA NAISSANCE DE VALMY

Le 3 février 1942, à la BBC, le journaliste Jean Oberlé interroge Paulin Bertrand (Paul Simon), fondateur de *Valmy*

J. Oberlé – Pourquoi avez-vous choisi ce titre ?

P. Simon – C'est parce que la bataille de Valmy est la première de la Révolution où les Français aient repoussé les Prussiens. C'est pour cela aussi que notre petit journal portait à côté du titre la devise « Un seul ennemi, l'envahisseur. »

J. Oberlé – Et comment fabriquiez-vous votre journal ?

P. Simon – Ça n'était pas commode. Le premier numéro parut en janvier 41. Nous l'avons imprimé avec une imprimerie d'enfant. Cela nous prit un mois pour imprimer 50 exemplaires. Chaque exemplaire se composait d'une simple feuille de papier, imprimée recto et verso.

J. Oberlé – Votre imprimerie d'enfant me paraît plus digne d'admiration et plus française en tout cas que l'imprimerie de *L'Illustration*. Vous, au moins, vous n'étiez pas aux mains de l'ennemi et votre journal était français.

P. Simon – Le 2^e numéro, celui de février, fut également imprimé avec l'imprimerie d'enfant. Nous en tirâmes le double, c'est-à-dire 100 exemplaires. Le 3^e, fut dactylographié et tiré à 150 exemplaires. Le 4^e, dactylographié également et tiré à 300 exemplaires. Le 5^e numéro fut polycopié. C'était un progrès. Nous pûmes en tirer 500 exemplaires. Le numéro de juin fut tiré à 2 000 exemplaires sur papier blanc boucherie. Le 7^e numéro fut vraiment imprimé, et, comme il parut 14 juillet, il portait une bande tricolore. Le numéro d'août parut sur 4 pages comme celui de juillet, et fut tiré à 3 000 exemplaires. Le numéro de septembre ne parut pas. Nous nous méfions. On était inquiet. Les numéros d'octobre, de novembre et de décembre, nous dûmes les détruire, nous sentions le filet se resserrer sur nous.

J. Oberlé – Et comment votre journal était-il répandu ?

P. Simon – Nous le distribuions à nos amis. Ceux-ci le recopiaient à des milliers d'exemplaires par ronéo, par dactylo et ainsi la vérité circulait de mains en mains.

Extrait de Jean-Louis Crémieux-Brilhac (dir.), *Les voix de la Liberté*,

La Documentation française, 1975, tome II, pages 44-45.

menaient à distribuer des reconnaissances de dettes lorsqu'elles font des achats, avec promesse de règlement la Libération venue.

Fabriquer clandestinement un journal suppose de pouvoir disposer d'une ou de plusieurs imprimeries, selon l'importance des tirages. Le recours à des imprimeurs professionnels exige que l'impression des journaux se fasse en parallèle avec une activité au grand jour. Le plus souvent, l'impression se fait une fois l'entreprise fermée, le soir

ou en fin de semaine, par le patron seul ou avec la participation de quelques ouvriers. Il faut se montrer très discret ou pouvoir justifier la poursuite du fonctionnement des machines auprès d'un voisinage qui n'est pas forcément bien intentionné. C'est pourquoi il peut être plus simple, en théorie, d'installer de toutes pièces une imprimerie clandestine. En pratique, il faut alors disposer d'un local pour accueillir le matériel et faire preuve d'une grande prudence afin de ne pas attirer l'attention du fait du bruit et du va-et-vient inévitable. *Défense de la France* aménage un local calfeutré pour l'une de ses presses. En région parisienne, *L'Humanité* est en partie imprimée dans un local installé au milieu d'un dépôt d'ordures peu fréquenté.

Inéluctablement, les journaux clandestins se perfectionnent. Ils deviennent des publications à la composition soignée, intégrant même des photographies. *Défense de la France* est une référence en ce domaine. L'équipe en



Photographie publiée dans *La France libre par l'image* (18 juin 1940-18 juin 1941), Londres, 1941 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

L'image montre quelques-unes des premières publications clandestines arrivées de France à Londres et portée à la connaissance de la France libre.

charge de l'appareil technique, constituée de jeunes étudiants à l'origine, se forme auprès d'imprimeurs professionnels. Elle est en mesure de faire paraître un journal d'une grande qualité formelle, qui commence à rivaliser avec celle de la presse légale.

Les contraintes restent très fortes. Un même journal peut subitement revenir à un mode d'impression peu élaboré pour un même numéro ou d'un numéro à l'autre. La première explication tient à la précarité des filières d'approvisionnement en matériel qui peine à répondre à des demandes croissantes. La seconde est qu'un même numéro peut être imprimé simultanément dans plusieurs endroits, avec du matériel différent : ici, il est composé et tiré sur une presse professionnelle ; là, il est tapé à la machine, voire recopié à la main, et tiré à la ronéo. *L'Humanité* et *La Vie ouvrière* clandestines sont confrontées à ce genre de difficulté. La troisième explication est l'efficacité de la surveillance policière. La chute d'une imprimerie peut priver, temporairement ou définitivement, un journal de sa capacité d'impression. Au mieux, elle retarde sa parution, si le tirage peut être assuré en reconstituant une nouvelle imprimerie clandestine ou en passant un accord avec l'équipe d'un autre journal. Au pire, le journal disparaît et ce qui reste de l'équipe s'intègre à une autre encore en mesure d'agir. En juillet 1943, *Défense de la France* doit surmonter l'arrestation de nombreux membres du mouvement, mais le journal reparait en septembre. En 1944, *Défense de la France* et *Combat* mutualisent leurs moyens d'impression, ce qui permet d'assurer la diffusion des journaux en zone nord comme en zone sud, puis de compenser la chute de plusieurs imprimeries de *Défense de la France* au printemps.

Imprimer un journal est une première étape. Il faut ensuite le diffuser. La tâche n'est pas évidente quand il s'agit d'écouler quelques centaines ou quelques milliers d'exemplaires en tentant de passer au travers de la surveillance policière, elle devient beaucoup plus compliquée quand il s'agit de dizaines ou des centaines de milliers de journaux. C'est en partie pour cette raison que des mouvements de résistance se structurent autour de journaux dont ils reprennent le nom. En zone nord, *Défense de la France* doit trouver de l'aide pour diffuser un journal dont le nombre d'exemplaires tirés augmente rapidement. En 1943, une partie des Volontaires de la Liberté intègre le mouvement et participe dorénavant à la distribution de sa publication. *Libération*, *Combat* et *Le Franc-Tireur* en zone sud donnent naissance à des mouvements qui finissent par se rassembler au sein des Mouvements unis de la Résistance et diffusent les trois titres. La distribution des journaux présente des



Tract « Résistez », début 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny). Ce tract diffusé par les services de propagande de la France combattante associe les trois organes de presse des futurs Mouvements unis de la Résistance (*Le Franc-Tireur*, *Combat*, *Libération*).

similitudes avec celle des tracts, et expose aux mêmes risques. Par défi, le n° 36 de *Défense de la France* est distribué au grand jour dans le métro à Paris le 14 juillet 1943. Une action spectaculaire n'assure cependant pas une diffusion de masse. C'est pourquoi le mouvement *Défense de la France* se met à fabriquer des faux timbres afin de pouvoir expédier ses journaux par voie postale, sans mettre en danger ni ses diffuseurs ni ses capacités financières. *Libération-Nord* bénéficie de l'implantation du mouvement à la SNCF, aux PTT ou dans l'administration pour faire parvenir son journal à ses responsables régionaux. Le Parti communiste peut, quant à lui, compter sur son réseau de militants malgré les coups portés par l'occupant allemand et l'État français : près de 260 numéros paraissent de juillet 1940 à août 1944 en zone nord, près de 200 en zone sud, avec des variantes régionales.

Et ainsi la vérité circulait de mains en mains

La presse clandestine en France se caractérise par une grande diversité. Les titres, et les équipes de résistants qui les animent, ont des positionnements variés. Dans les mois qui suivent la défaite de la France, l'incertitude domine. *L'Humanité* dénonce l'État français et sa politique clairement anticommuniste. *Pantagruel*, en octobre 1940, déclare vouloir une victoire britannique mais conclut son premier éditorial par : « *Pantagruel* n'écrit jamais rien qui puisse être dicté par la haine de l'Allemagne ou la servilité envers l'Angleterre ». *Défense de la France*, comme *Combat*, montre d'abord une certaine indulgence envers le régime de Vichy et adopte une posture de neutralité. En juillet 1942, le journal fait encore figurer en première page : « Ni Allemand, ni Russe, ni Anglais. Ni nazisme, ni communisme. Français ». Les ralliements au général de Gaulle sont également progressifs. La plupart des journaux ignorent

le chef des Français libre jusqu'en avril 1942 et sa déclaration aux mouvements. À partir de ce moment, l'homme du 18 juin 1940 est constamment cité dans toute la presse clandestine mais les journaux gardent leurs particularités par-delà les buts communs.

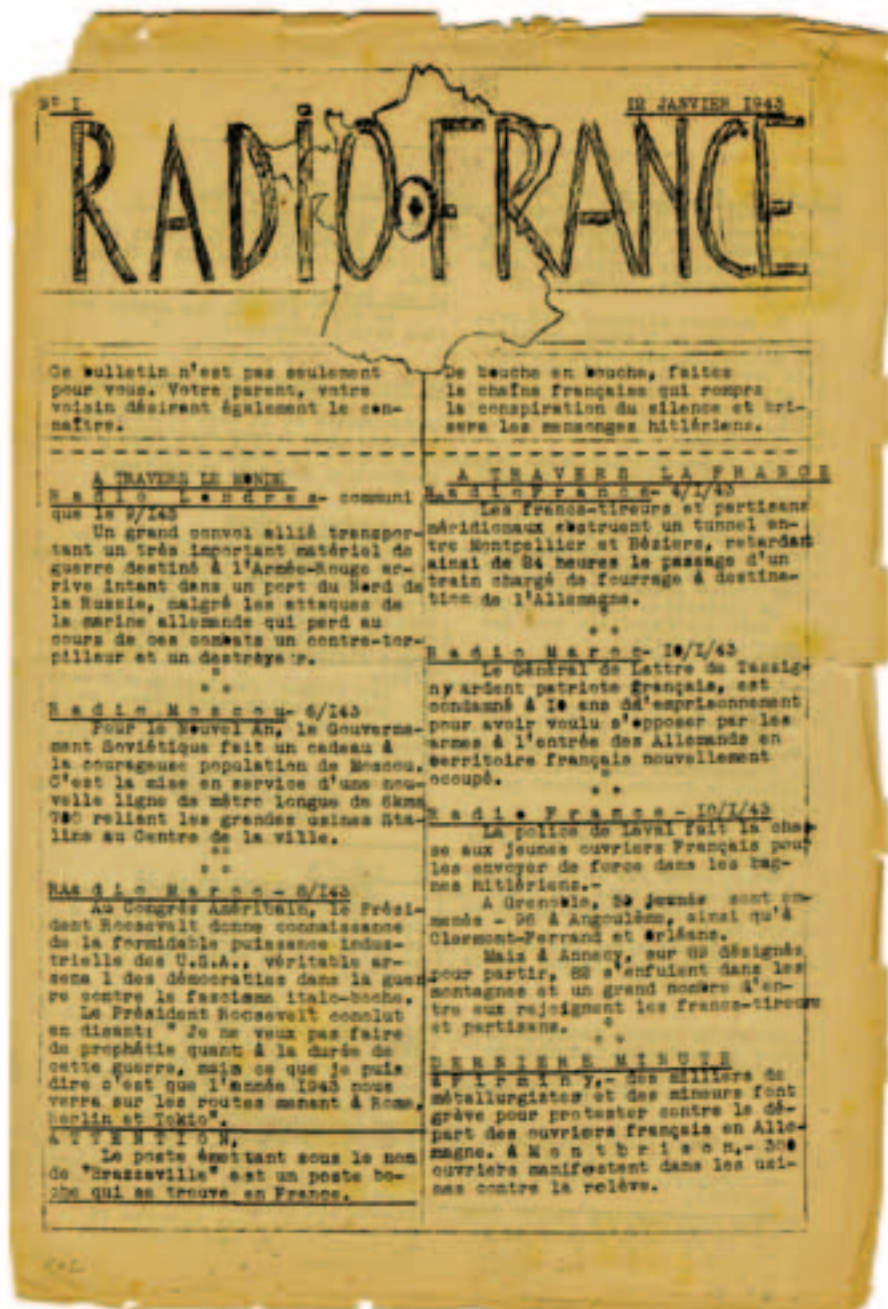
La presse communiste défend la position du Parti au niveau national et local, au regard de l'évolution de la situation internationale. Le Front national (sans lien avec le parti politique actuel) est à l'origine d'une multitude d'organes, souvent catégoriels (paysans, ouvriers, intellectuels, avocats, policiers, etc.), qui envisagent ce que sera l'après-guerre. Cette question préoccupe également *Libération* (nord) et *Libération* (sud). Certaines équipes s'efforcent de prendre un peu de hauteur et de ne pas limiter leur réflexion à l'analyse factuelle. *Défense de la France* et

UNE RÉPRESSION PRÉCOCE ET TENACE

Les polices allemande et française se préoccupent dès les derniers mois de 1940 à l'écrit clandestin : les saisies, la découverte de centres d'impression, les arrestations sont relevées avec soin dans les rapports de police. Parmi les premières victimes de la répression se trouvent ceux qui ont assuré les premières publications clandestines : André Burgard (qui réalise le premier *Valmy*), décapité à Cologne en 1944 ; Gaston Charpentier (qui réalise *Le Gaulliste*), fusillé en octobre 1942 ; Jean Lebas (qui lance *L'Homme Libre*), mort en déportation ; Paul Petit (qui édite *La France continue*), fusillé en 1944 ; Raymond Deiss (*Pantagruel*) décapité à Cologne en 1944 ; Boris Vildé, Anatole Levitsky, Léon Marie Nordmann (responsables du Musée de l'Homme qui lance *Résistance*), fusillés en 1942.

La presse communiste, particulièrement traquée, perd dès 1941 des journalistes éminents – Gabriel Péri, Lucien Sampaix – et des responsables de l'édition clandestine – Jean Catelas, André Bréchet – les deux premiers fusillés par les Allemands en décembre 1941, les seconds condamnés par les Sections spéciales de l'État français, guillotins en août 1941.

Il est difficile de chiffrer le nombre de victimes parmi ceux qui ont fait vivre la presse clandestine pendant 4 ans : dactylos, de « tireurs » à la ronéo, de transporteurs, de distributeurs, etc. Les pertes des travailleurs de l'imprimerie (maîtres imprimeurs et ouvriers) sont mieux connues : sur 1 200 travailleurs du livre résistants, 400 sont tués.



Radio France, n° 1, janvier 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny). Installée à Lyon, Nelly Feld, membre de la Main-d'œuvre immigrée (PCF) et du Front national, écoute toutes les radios qu'elle peut capter. À partir de janvier 1943, elle en publie une synthèse dans le journal Radio France. Le n° 1 contient à la fois des citations de Radio France (Radio Alger), Radio Moscou, de Radio Londres et de Radio Maroc, mais également de la «radio boche». Sous le titre du journal figure : «Ce bulletin n'est pas seulement pour vous. Votre parent, votre voisin désirent également le connaître. De bouche en bouche, faites la chaîne française qui rompra la conspiration du silence et brisera les mensonges hitlériens». Le journal met aussi en garde contre Radio Brazzaville, une station qui a repris le nom du poste gaulliste installé en Afrique centrale depuis la fin 1940, mais qui, elle, est totalement sous le contrôle des Allemands.

Face à cette masse et cette puissance croissante, l'Occupant allemand et l'État français recourent à leurs forces de répression. Les imprimeurs, les membres des appareils techniques des mouvements, les distributeurs sont nombreux à tomber entre les mains de la police. Pour beaucoup, la prison ou le camp d'internement n'est qu'une étape avant l'exécution ou la déportation. Plus subtilement, les Allemands tentent de fabriquer une fausse *Humanité*, sans grand succès. En revanche, les résistants de Lyon réussissent le 31 décembre 1943 à substituer au *Nouvel-iste* autorisé par la censure un faux *Nouvel-iste* au contenu totalement incontrôlé. La supercherie n'est découverte que tardivement, les vendeurs de journaux n'ayant pas cherché à dissuader leurs clients d'acheter un quotidien au ton inhabituel.

OÙ TROUVER L'INFORMATION ?

Les rédacteurs de journaux clandestins sont confrontés à une difficulté majeure : comment obtenir des informations et comment les vérifier ? Dans un premier temps, ils relaient les nouvelles transmises par les radios libres. Ils utilisent aussi le contenu des tracts et des journaux lancés sur la France par la *Royal Air Force* dès 1940 (*Le Courier de l'Air*) puis par l'*US Air Force* à partir de 1942 (*L'Amérique en guerre*). Les services britanniques facilitent encore le travail des résistants en diffusant une *Revue de la presse libre*. Ces différentes informations sont considérées comme fiables, même si l'on tente de les vérifier en diversifiant les sources, car l'on se méfie par principe de la contre-propagande comme de la propagande. Cette attitude peut expliquer pourquoi des informations très précises n'ont pas sur le moment l'impact attendu : ainsi, les appels lancés aux juifs de France dans la presse de la Résistance juive communiste, sur la base des informations entendues sur Radio Londres et Radio Moscou, ont un effet limité, beaucoup des victimes potentielles considérant que les massacres rapportés sont exagérés à des fins de propagande. À partir de 1942, les services d'information et de documentation de la France libre envoient en France de quoi alimenter la presse clandestine, notamment des photographies rendant compte de l'évolution du conflit et de la contribution des forces françaises qui combattent au côté des troupes alliées. *Défense de la France* du 3 septembre 1943 peut ainsi placer au-dessus de cinq photographies le titre : «Voici la France nouvelle», tandis que *Combat* peut montrer à ses lecteurs en novembre 1943 à quoi ressemble «L'effort de guerre allié». Les organisations de résistance qui éditent des journaux peuvent aussi s'appuyer sur leurs propres sources. Elles peuvent bénéficier de renseignements fournis par des informateurs au sein des administrations de l'État français, disposer de comptes-rendus transmis par leurs groupes locaux, ou simplement reprendre ce qu'un autre journal clandestin a publié. *Libération* (sud) peut insérer des photographies inédites (exécution d'un jeune homme accusé d'avoir coupé des câbles téléphoniques en mars 1943, défilé des maquisards à Oyonnax en décembre 1943), comme *Défense de la France* (prisonniers de guerre soviétiques squelettiques et enfants grecs affamés en septembre 1943). Les rédacteurs citent parfois leurs sources (ne serait-ce que pour montrer les liens qui existent au sein de la France combattante), mais le plus souvent ils se contentent d'intégrer ce qu'ils ont entendu ou ce qu'on leur a transmis, sans mention d'origine.

2.4 Manifester et protester

Dès leur installation en France, les occupants allemands et italiens interdisent tout rassemblement et toute forme de manifestations non autorisés. Il s'agit d'éviter toute action collective d'opposition au nom du maintien de l'ordre. L'État français adopte une position similaire, mais il demande en outre de ne pas célébrer les anniversaires à caractère patriotique considérés comme républicain (le 14 Juillet) ou anti-allemand (le 11 novembre).

Manifester, qui est une des libertés fondamentales, devient donc un des premiers actes de résistance. C'est aussi une forme de contestation inscrite dans la culture politique et sociale de la France, de l'extrême gauche à l'extrême-droite. Pour les résistants, c'est le moyen de défier les autorités en place et de mobiliser la population. Encore faut-il être en mesure de faire connaître et circuler l'appel à se rassembler et trouver un moment et un lieu adaptés.

La première manifestation importante est celle du 11 novembre 1940 à Paris. Un appel est lancé sur Radio Londres et par les organisations de lycéens et d'étudiants qui commencent à se constituer. Plusieurs milliers de personnes, principalement des jeunes, se retrouvent sur les Champs-Élysées et sur la place de l'Étoile pour rendre hommage au Soldat inconnu. Près de 150 personnes sont arrêtées. Jusqu'à la Libération, des groupes de plus en plus importants convergent vers les monuments aux morts, d'abord dans les villes puis dans les villages.

Le 14 juillet ne faisant l'objet d'aucune célébration officielle, il devient évidemment un moment fort de la mobilisation, car les Français vivent comme une humiliation l'effacement de leur Fête nationale. Si le 14 juillet 1940 subit le contrecoup immédiat de la défaite, en revanche, la Résistance communiste appelle à faire du 14 juillet 1941 une protestation patriotique au rythme de La Marseillaise et du Chant du départ. En 1942, la Résistance intérieure dans son ensemble et la France libre appellent à manifester pour célébrer la Fête nationale. Partout en France, la foule se rassemble dans des lieux symboliques : à Lyon, devant la statue de la République ; à Toulouse, rue d'Alsace-Lorraine ; à Marseille, devant le monument des Morts de 1870 ; ailleurs, devant la mairie ou le monument aux morts de la Grande Guerre.

Toutes les occasions sont bonnes pour manifester. Certaines organisations de résistance cherchent à perturber le déroulement des manifestations officielles, comme les visites de Pétain dans les grandes villes, malgré la



Jeunes manifestants groupés autour du drapeau tricolore à Villeneuve-la-Garenne le 14 juillet 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

présence d'un service d'ordre imposant. Les célébrations interdites sont évidemment privilégiées. Outre le 14 juillet ou le 11 novembre, ce sont d'autres commémorations à caractère patriotique, tel l'anniversaire de la bataille de Valmy en septembre, dont on célèbre le cent cinquantième en 1942 (Valmy est une victoire française face à une coalition austro-prussienne, la veille de l'instauration de la République) ou la fête de Jeanne d'Arc en mai (afin de ne pas laisser au régime de Vichy l'utilisation de cette grande figure nationale, intégrée par l'école de la Troisième République dans le Panthéon républicain). Les enterrements d'aviateurs alliés abattus en vol sont également suivis par une assistance nombreuse qui profite du respect des lois de la guerre pour rendre un hommage ostentatoire aux adversaires de l'Allemagne. Les manifestations liées au mouvement social ne disparaissent pas, malgré la pression permanente qui s'exerce sur la population en général et le monde du travail en particulier. Le Parti communiste organise dès l'hiver 1940 des manifestations de ménagères pour dénoncer les problèmes de ravitaillement. Initiées par des militantes, ces protestations réunissent des dizaines, mais souvent aussi des centaines de personnes, essentiellement des femmes, et parfois des enfants, car elles sont en phase avec les ressentiments de la population confrontée aux difficultés de la vie quotidienne. Des manifestations de ménagères sont organisées jusqu'en 1944. Les mères de famille sont également nombreuses dans les rassemblements qui dénoncent la réquisition des jeunes pour aller travailler en Allemagne à partir de l'automne 1942. La mise en place du Service du travail obligatoire (STO) renforce l'opposition à la politique de collaboration avec l'Allemagne. Partout en France, comme à Romans le 10 mars 1943, des hommes et des

femmes tentent d'empêcher les convois de partir, sans réel succès.

Les résistants issus du mouvement social accordent une importance particulière au 1^{er} mai. En 1942, ils obtiennent du général de Gaulle qu'il appelle à manifester le jour de la Fête des travailleurs. Les rassemblements du 1^{er} mai prennent inévitablement une tournure patriotique. C'est le cas également durant toute la période des mouvements de grèves. D'ailleurs l'appel à manifester les 14 juillet 1942, 11 novembre 1943, 1^{er} mai 1944 se double d'un appel à la grève. De manière générale, jusqu'à la Libération, les revendications économiques et sociales se mêlent étroitement à contestation des pouvoirs en place et au soutien de la Résistance.

Les manifestations sont les occasions de tester l'efficacité de la mobilisation par la Résistance et de rendre visible son influence. Elles sont donc un enjeu pour la Résistance comme pour ses adversaires.

L'objectif n'est cependant pas de donner prise à la répression et d'affaiblir inutilement les forces qui soutiennent la Résistance. Les formes des manifestations adoptées visent donc rarement la confrontation directe : simple rassemblement à un endroit donné avec dispersion rapide, port de signes reconnaissables (notamment les trois couleurs du drapeau français, déclinées en vêtement ou insignes, portés par une ou trois personnes) ou demande de rester chez soi comme le 1^{er} janvier 1941. Certaines manifestations visent pourtant à établir un rapport de force en montrant la capacité de la Résistance à mobiliser malgré les interdictions. Y participer signifie accepter de prendre le risque de l'arrestation et, à mesure que la répression s'intensifie, ne pas savoir ce qu'il se passera ensuite.

À partir de 1942, les manifestations deviennent l'occasion de montrer l'ampleur du ralliement à la Résistance. Les rassemblements sont plus nombreux, les soutiens sont plus démonstratifs, malgré la répression qui se durcit encore. En 1943, les manifestations participent à l'expression du refus du Service du travail obligatoire. En 1944, elles préparent l'insurrection nationale, notamment celles du 14 juillet, particulièrement suivies. Au total, entre 1940 et 1944, près d'un millier de manifestations de toute nature et de toute ampleur sont organisées par la Résistance.

*Devant vous,
je proteste de toutes
mes forces*



Article «Oyonnax, nous voilà !», publié dans *Libération* (sud), n° 40, 1er décembre 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny, fonds Presse clandestine)

Le défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax

Le 25^e anniversaire de l'armistice de 1918 est l'occasion d'un appel général à manifester. Radio Londres demande que la population se regroupe devant les monuments aux morts et que les travailleurs puissent cesser leur activité à 11 heures. Les journaux clandestins relaient l'appel et incitent à défier l'État français qui a interdit toute célébration. Ainsi, *Libération* (sud) du 11 novembre 1943 évoque en première page un « Onze Novembre de Combat et d'Espérance ».

Malgré une répression qui s'intensifie, la population répond massivement présente. De multiples rassemblements sont organisés, non plus seulement dans les grandes villes mais également dans des villes plus petites voire dans des villages. L'une des manifestations les plus impressionnantes est celle des maquis de l'Ain. Le 11 novembre, les maquisards qui ont bloqué les voies d'accès à Oyonnax investissent la ville. Près de deux cents hommes, armés et en uniforme, défilent devant la population qui les acclame. Sous la conduite de leur chef, Henri Romans-Petit, ils déposent une gerbe en forme de croix de Lorraine au pied du monument aux morts sur laquelle figure la dédicace « Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18 ». À l'issue de la minute de silence, les maquisards et la foule entonnent *La Marseillaise*.

L'événement est photographié et filmé. Les images parviennent à Londres et sont diffusées par la presse britannique et américaine. La presse clandestine rend compte dès le mois de décembre du défilé d'Oyonnax. *Franc-Tireur* du 1^{er} décembre titre « A Oyonnax, le 11 novembre, les gars du maquis ont tenu la ville » et évoquent « un plan audacieux » et « la marche triomphale » et « un 11 novembre de combat ». *Libération* (sud) du 1^{er} décembre 1943 publie en page 2 un long article titré ironiquement « Oyonnax, nous voilà » et illustré de trois photographies des maquisards en action.

■ SERMON DU CARDINAL LIÉNART, EVÊQUE DE LILLE, MARS 1943

« Me taire serait manquer à mon devoir d'évêque. Et pourtant, si je parle, je m'expose à ce que mes paroles, détournées de leur sens, soient exploitées par la propagande à des fins étrangères. Je le savais lundi dernier j'en ai, hélas, la preuve aujourd'hui.

Devant vous, je proteste de toutes mes forces contre l'usage qu'on fait de mes paroles dans la presse, sachant bien que je ne pourrai faire insérer le moindre démenti. On a trahi ma pensée sur le service obligatoire du travail et j'ai reçu, comme une injure personnelle, les leçons adressées à mon clergé dont rien ne peut me séparer

Aussi, permettez-moi de vous exprimer la peine que j'ai éprouvée, en voyant que, sur la foi de tels articles, mon peuple ait pu, ne fût-ce qu'un instant douter de moi. L'erreur qu'on a semée comme l'ivraie dans le champ du Bon Dieu, continuera de faire ses ravages dans la foule que je n'ai pas les moyens de déromper. Vous du moins, qui m'entendez, je vous charge de lui porter mon démenti le plus catégorique »

Cité dans un rapport interne du Front national, printemps 1943. (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny, fonds Villon).

LA PRÉPARATION DE LA MANIFESTATION DE LA RUE DAGUERRE

Notre direction de l'Union des Femmes françaises de l'Ile-de-France décide de relever le gant en organisant une action spectaculaire, pour ranimer le courage et prouver l'impossibilité de venir à bout de la Résistance par la terreur. [...]

Le choix se porte sur le quartier Denfert-Rochereau où se trouve, au coin de la rue Daguerre, un des plus grands magasins Félix Potin de Paris.

Je suis chargée de son organisation et aussi de prendre la parole au début pour donner le signal du déclenchement du mouvement. Il n'y a pas de temps à perdre la date retenue est le samedi 1er août. En quelques jours, avec l'aide de Georgette Wallé, Simone Lainé, les activistes de Paris et de la Seine, dont Jeanne Fannonel et Eugénie Duvernois, la directive est répercutée du haut en bas de la pyramide jusqu'aux groupes de trois, formant la base de l'organisation.

Nous nous réjouissons de l'accueil, de l'adhésion réservés à notre projet par nos adhérentes et par les sympathisantes qu'elles recrutent. Cela tient beaucoup à la réussite de nos deux dernières manifestations du mois de juin, qui se sont déroulées sans incident. Celles qui s'étaient abstenues alors d'y participer veulent en être cette fois ! Bien entendu, le plus grand secret leur a été demandé [...]

Les résistantes reproduisent en quelques dizaines d'exemplaires les modèles de tracts qu'elles ont reçus et en rédigent d'autres de leur propre cru. Elles apprennent les mots d'ordre qui seront lancés, s'imprennent des consignes de discipline à respecter avant, pendant et après la manifestation : sur place, elles attendront le signal de leurs chefs de groupe pour agir, afin de respecter l'ordonnance des différents stades prévus. En cas d'incidents, elles devront garder leur sang-froid et se perdre dans la foule, redevenant de simples ménagères faisant leur marché. N'est-il pas remarquable qu'un secret détenu par tant de personnes n'ait pas été éventé ?

Extrait de Lise London, *La Mègère de la rue Daguerre, Souvenirs de Résistance*, Le Seuil, 1995, pages 158-159.

LES PRISES DE PAROLES

Face au contrôle par les autorités d'occupation et l'État français de l'information et des moyens de la diffuser, la prise de parole peut être une alternative. Dans les files d'attente devant les magasins, dans les cafés, sur le lieu de travail, le mécontentement s'exprime, mais de manière informelle et pas forcément dans le sens souhaité par les résistants. Il faut donc aller au contact de la population pour faire passer la bonne parole. Le Parti communiste qui dispose pourtant d'une presse clandestine de plus en plus structurée accorde une place importante à ce type d'action de terrain, dans la continuité de son militantisme d'avant-guerre. À l'occasion des manifestations de ménagères ou des mouvements de grèves, des militant(e)s prennent le risque d'intervenir publiquement pour exposer la position du Parti et ses revendications.

L'Église catholique est également présente sur le terrain social, mais sa hiérarchie a choisi de soutenir la politique de l'État français. Les interventions publiques des prélats, que les curés doivent relayer dans les paroisses, recommandent l'obéissance et la patience. À l'été 1942, l'intensification des persécutions antisémites, qui touchent désormais des familles entières, provoque la réaction indignée de certains évêques qui le font savoir dans des déclarations solennelles lues en chaire (Pierre-Marie Théas, évêque de Montauban, précise : « À lire sans commentaire à toutes les messes dans toutes les églises et chapelles du diocèse »). Au printemps 1943, la mise en place du Service du travail obligatoire, considéré comme la déportation d'une partie de la jeunesse française, suscite également de grandes réserves, exprimées à l'occasion de sermons. La propagande officielle de l'État français essaie de minimiser la portée de ces déclarations reprises par les radios libres et la presse clandestine. Malgré le soutien prolongé de la hiérarchie catholique au régime de Vichy, une grande partie des fidèles, à l'image de l'ensemble de la population française, prend ses distances avec les discours officiels et est de plus en plus sensible aux interventions de plus en plus explicites de nombreux prêtres ou religieux, parfois engagés eux-mêmes dans des organisations de résistance.

UNE MINUTE DE SILENCE

J'avais douze ans et j'avais entendu à Radio Londres l'appel du général de Gaulle demandant à tous les Français refusant la capitulation d'observer le lendemain à onze heures une minute de silence. Avec Daniel Franck, un copain, nous avons décidé de répondre à l'appel. Pour ne pas rater le rendez-vous, j'avais emporté à l'école la montre de mon père. À l'heure dite, nous voilà tous deux debout au garde-à-vous à côté de notre pupitre.

Surprise, notre institutrice s'arrête de parler et nous interroge sur notre attitude. Pas de réponse : j'étais en train de compter mentalement les soixante secondes. Je crois qu'elle avait compris car lorsque nous nous rassimes, elle dit en souriant : « Et maintenant, reprenons le cours. »

Témoignage d'Antoine Coue, recueillis pour *Les inconnus de la Résistance*

(coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

2.5 Éditer clandestinement

Le combat par la parole suppose aussi de développer une argumentation. À mesure qu'ils se perfectionnent, les journaux donnent plus de place à une réflexion de fond. Certains articles de *L'Université libre*, de *Défense de la France* ou du *Témoignage chrétien* dépassent le seul point de vue de l'actualité pour aborder des questions fondamentales sur le sens de l'engagement, la notion de civilisation, le respect de l'autre. Du fait de leur format, les journaux sont vite inadaptés à des sujets qui nécessitent un nombre de pages important. C'est pourquoi la Résistance doit aussi publier des brochures, voire de véritables livres. Ces publications sont d'abord des œuvres de contrepropagande. Georges Politzer rédige à l'automne 1940 *Révolution et contre-révolution au XX^e siècle. Réponse à Or et sang de M. Rosenberg*, l'idéologue du Parti nazi, venu faire une conférence à Paris. La brochure est tirée à 10 000 exemplaires. Gabriel Péri, autre intellectuel communiste, est l'auteur de *Non, le nazisme n'est pas le socialisme*, afin de contrer le prétendu programme social du Parti nazi. Louis Gronowski dénonce les dangers d'une vision raciale du monde et la politique anti-juive dans *L'antisémitisme, le racisme et la question juive*.

Les brochures prennent également la forme de cahiers produits par les rédactions de journaux clandestins. Le groupe « IV^e République » édite sous une couverture trompeuse *Pages d'histoire*, les discours du général de Gaulle. Les *Cahiers du Témoignage chrétien* s'interrogent de 1941 à 1944 sur le sens de l'engagement des chrétiens dans la Résistance, tout en le justifiant. Leurs titres sont autant de mots d'ordre et de prise de position : « France, prend garde de perdre ton âme » ; « Notre combat » (en opposition au *Mon Combat* d'Hitler) ; « Antisémites (le rejet de l'antisémitisme nazi et de l'antijudaïsme chrétien) » ; « Droit de l'homme et du chrétien » ; etc.

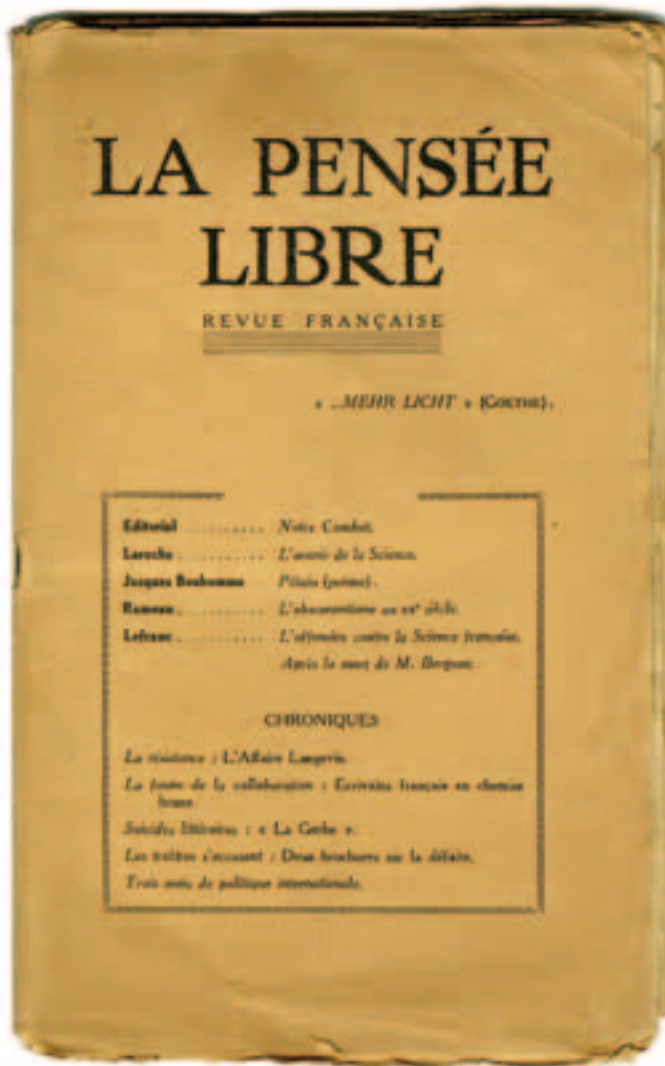
Les Cahiers de Libération (sud) se veulent une tribune pour questionner le présent du combat et le futur de l'après-Libération. En 1943 et 1944, plusieurs auteurs produisent sous pseudonymes des textes inspirés et engagés. La Résistance se veut également un combat pour la liberté de création. Le contrôle de la pensée par les autorités occupantes et par l'État français (censure avant ou après publication, attribution sélective des moyens d'impression et de diffusion) est insupportable pour beaucoup d'écrivains et d'artistes,

C'est qu'ils étaient du côté de la vie

■ L'ABEILLE

Et je sais qu'il y en a qui disent : ils sont morts pour peu de chose. Un simple renseignement (pas toujours très précis) ne valait pas ça, ni un tract, ni même un journal (parfois assez mal composé). À ceux-là il faut répondre : « C'est qu'ils étaient du côté de la vie. C'est qu'ils aimaient des choses aussi insignifiantes qu'une chanson, un claquement de doigts, un sourire. Tu peux serrer dans la main une abeille jusqu'à ce qu'elle étouffe. Elle n'étouffera pas sans t'avoir piqué. C'est peu de chose, dis-tu. Oui, c'est peu de chose. Mais si elle ne te piquait pas, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus d'abeilles.

Juste (pseudonyme de Jean Paulhan)
Extrait des *Cahiers de Libération*, n° 3, février 1944
(coll. Bibliothèque nationale de France)



La Pensée libre,
revue française,
n° 1, février 1941
(coll. Musée de la
Résistance nationale
/ Champigny)



Cahiers du Témoignage chrétien, «Exigences
de la Libération», n° 16-17, mai 1944
(coll. Musée de la Résistance nationale /
Champigny, fonds Delabre)



Les publications de la France libre, présentées dans *La France libre par l'image* (18 juin 1940–18 juin 1941), Londres, 1941, pages 14–15 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

La France libre se fait connaître en suscitant ou soutenant partout où cela est possible des publications en sa faveur.

alors que d'autres s'en accommodent, voire produisent des œuvres complaisantes ou se compromettent totalement. Les plus résolus à résister utilisent tour à tour les failles de la censure pour publier une littérature de contrebande (textes à double lecture, le contenu résistant est implicite) ou la contournent pour éditer une littérature clandestine (textes au contenu résistant explicite). Dans le premier cas, se distinguent avec brio Max Pol Fouchet à Alger et sa revue *Fontaine*, Pierre Seghers à Villeneuve-les-Avignons et sa revue *Poésie* ou Noël Arnaud et sa maison d'édition *La main à la plume* où paraît dans le fascicule *Poésie et Vérité* 42 le célèbre poème de Paul Eluard « Liberté ». Dans le deuxième cas, la plus fameuse aventure est sans conteste réalisée par Pierre de Lescure et Jean Bruller avec la création des éditions de Minuit qui ne sauraient faire oublier la revue *Confluence* de René Tavernier ou la Bibliothèque française et l'album lithographique *Vaincre* réalisés par des écrivains et des artistes des mouvements du Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France et des FTP ou des albums non autorisés. C'est le cas de Paul Eluard qui sort son poème « Liberté » dans le recueil *Poésie et Vérité* 1942.

LES ÉDITIONS DE MINUIT ET LE SILENCE DE LA MER

En octobre 1940, trois intellectuels communistes, le philosophe Georges Politzer, le physicien Jacques Solomon et l'écrivain Jacques Decourdemanche (Jacques Decour), sont à l'origine de la naissance de l'un des premiers journaux clandestins, *L'Université Libre*. En février 1941, ils fondent la première revue de la Résistance, *La Pensée libre*.

Alors qu'il s'emploie avec Louis Aragon à créer un journal de résistance littéraire clandestin (les futures *Lettres françaises*), Jacques Decour confie la réalisation du deuxième numéro de *La Pensée libre* à l'écrivain Pierre de Lescure, lequel s'adjoint le concours du graveur Jean Bruller (futur Vercors) à qui il demande l'écriture d'un texte pour le troisième numéro de la revue.

La fabrication du deuxième numéro est interrompue par une descente de police chez l'imprimeur et la destruction des textes. Les trois fondateurs de la revue seront arrêtés en février et mars 1942. Pierre de Lescure et Jean Bruller échappent aux griffes de la police. Le texte écrit par Jean Bruller en cours de correction chez lui est sauvé, mais la revue dans laquelle il devait être édité n'existe plus. Tout est à recommencer.

Pierre de Lescure connaît de nombreux écrivains et Jean Bruller des imprimeurs. Ils décident de créer une maison d'édition clandestine qu'ils baptiseront Éditions de Minuit après de nombreux essais (*La confession de Minuit*, *La tradition de Minuit*, etc.). Le texte du premier ouvrage est prêt, c'est celui de Jean Bruller écrit pour *La Pensée libre*, intitulé *Le silence de la mer*, dédié au poète Saint-Pol-Roux, mort de désespoir après les violences infligées à sa famille par les Allemands.

Le Silence de la mer paraît clandestinement en février 1942, imprimé à 300 exemplaires. Les cahiers du *Silence de la Mer* ont été pliés et cousus par Yvonne Paraf-Desvignes, une amie de Vercors, chez elle près du Trocadéro à Paris, et collés sur la table de sa cuisine par Vercors lui-même.

Cette première édition et la seconde voient le jour grâce au mécénat (3 500 puis 5 000 francs) du professeur Robert Debré sollicité par Jean Paulhan.

En 1943, Jacques Lecompte-Boinet, dirigeant du mouvement Ceux de la Résistance, lors de son premier voyage à Londres apporte avec lui, pour le général de Gaulle, des exemplaires des œuvres éditées par les Éditions de Minuit, dont *Le Silence de la mer*. Vercors en personne les lui a remis sur le pont des Arts à Paris. Certains titres des Éditions de minuit parvenus par d'autres canaux en Angleterre sont réédités par les services d'information et de propagande la France Libre puis parachutés en masse en dessus de la France par les avions de la *Royal Air Force*.

Comme Pierre de Lescure, Yvonne Paraf-Desvignes court la France pour récupérer les manuscrits. Elle transporte les plombs sur son vélo dans Paris et assure les liaisons entre les principaux soutiens des Éditions de minuit, dont Jean Paulhan (chez Gallimard), Claude Morgan (à la direction des musées nationaux), Paul Eluard (à la librairie Cercle d'art), Jacques Debû-Bridel (au ministère de la Marine).

Au début, la diffusion est assurée par des jeunes d'un mouvement de résistance ami. Mais les filatures de la police auxquelles sont soumis ces jeunes résistants mettent en danger les Éditions de minuit. Aussi, très rapidement, ce sont à deux jeunes femmes « de bonne famille », sans lien avec d'autres mouvements de résistance, qu'est confiée la tâche de répartir à vélo en différents points de Paris les ouvrages édités. Les livres sont ensuite vendus sous le manteau. Le produit de la vente permet de payer les imprimeurs et les bénéfices (300 000 francs en 2 ans et demi) sont distribués par le Comité national des Écrivains (CNE) aux familles des imprimeurs et ouvriers typographes tombés sous les coups de la répression (internés, déportés, fusillés).

Les Éditions de Minuit publient 24 autres titres jusqu'à la Libération, tirés à environ 500 exemplaires chacun.

PARTIE 2

Communiquer pour s'organiser et agir

Un passage de Paris, entre deux rangées d'immeubles, ouvert des deux côtés sur deux voies passantes. Un couple se retrouve, mais le regard de l'homme et de la femme ne convergent pas l'un vers l'autre comme on s'y attendrait pour un rendez-vous amoureux. Chacun observe avec attention une extrémité du passage d'où pourrait surgir le danger redouté. La seule autre personne présente n'est plus qu'une silhouette qui s'éloigne ; il est temps de transmettre les quelques feuilles, qui disparaissent rapidement au fond de la poche ou du sac à main. Il faut maintenant partir et garder cet air paisible, malgré les risques encourus.



Échange de documents entre deux résistants, photographie de Robert Doisneau, reconstitution, automne 1944-printemps 1945 (© Atelier Robert Doisneau, U824).

3.1 Maintenir et multiplier les liaisons avec l'extérieur

CONTOURNER LA SURVEILLANCE DES FRONTIÈRES TERRESTRES ET MARITIMES

La défaite française et les conditions d'armistice se traduisent par le renforcement des contrôles des frontières terrestres et maritimes et des liaisons avec l'extérieur. Quelques milliers de personnes profitent des premières semaines de l'Occupation, pendant lesquels les dispositifs de surveillance ne sont pas encore opérationnels, pour quitter la France et rejoindre la Grande-Bretagne : la plupart comptent parmi les premiers Français libres. Par la suite, beaucoup d'autres tentent leur chance, avec plus ou moins de succès. La voie directe vers la Grande-Bretagne étant la plus surveillée, le trajet le plus emprunté est le passage au travers des Pyrénées, vers l'Espagne, d'où on espère pouvoir rejoindre Gibraltar, territoire britannique, puis l'Afrique du Nord française après le débarquement allié de novembre 1942. Le passage en Suisse est une autre alternative. Des passeurs, rémunérés ou non, facilitent le franchissement des frontières : aviateurs abattus en France, soldats évadés, résistants pourchassés, réfractaires du STO, juifs persécutés peuvent espérer rejoindre une terre d'asile, et quand ils le peuvent, reprendre la lutte.

Les premières entrées clandestines en France ont lieu par la mer. Dès 1940, des



Monomoteur britannique Lysander, juin 1941 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny). Cet avion peut se poser et décoller sur des terrains rudimentaires et courts. Son réservoir supplémentaire, sous la carlingue, lui permet d'atteindre un rayon d'action de 2 000 kilomètres.



Plan de repérage de l'aérodrome de Voisins en Seine-et-Marne, 18 février 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny, fonds Service B)

agents de renseignement sont déposés sur les côtes françaises par des navires de guerre britanniques, parfois relayés par des bateaux de pêche français. La plupart des débarquements ont lieu sur les côtes bretonnes et normandes, mais certains ont lieu sur les côtes méditerranéennes, à partir de Gibraltar. La voie maritime est aussi utilisée pour rejoindre la Grande-Bretagne. Toutes ces opérations ont lieu de nuit, en s'efforçant de se passer entre les dispositifs de surveillance et de défense côtières, avec la complicité des résistants locaux.

Les premières entrées clandestines par voie aérienne en France se font en parachute, à partir de février 1941. Les volontaires pour ces missions sont formés en Grande-Bretagne dans des centres spécialisés. Jean Moulin apprend ainsi les rudiments du parachutisme, avant de sauter de nuit sur la Provence le 2 janvier 1942 avec Raymond Fassin et Hervé Monjaret, son opérateur radio. De 1941 à 1944, la plupart des agents britanniques et de la France libre entrent en France à la suite d'un parachutage.

C'est seulement en septembre 1941 qu'un premier avion britannique peut se poser en France. À partir de 1942, les liaisons de nuit par monomoteurs Lysander ou par bimoteurs Hudson se multiplient, sans que les problèmes techniques soient tous résolus. De nombreux atterrissages ne peuvent avoir lieu, des arrivées ou des départs sont annulés ou reportés, malgré les efforts des organisations locales de résistance pour mettre à disposition de la *Royal Air Force* des terrains rudimentaires, mais adaptés aux types

d'avions concernés, signalés aux pilotes au moyen de dispositifs lumineux et protégés d'éventuelles interventions de soldats ou de policiers. Au total, près de 200 missions aériennes permettent de transporter plus d'un millier de personnes entre la France et la Grande-Bretagne (agents britanniques et français libres, représentants de la France libre puis de la France combattante, responsables de mouvements et de réseaux, etc.). En parallèle avec l'établissement des liaisons avec l'extérieur se structurent des filières pour prendre en charge les hommes, mais aussi le matériel ou la documentation. Il s'agit d'acheminer, sur des dizaines voire des centaines de kilomètres, les candidats au départ et les documents qui doivent être expédiés, jusqu'à l'ultime point de rendez-vous. À l'inverse, il s'agit aussi de réceptionner, sans chercher à en savoir plus que nécessaire, les voyageurs de la nuit et le matériel livré, et de s'assurer qu'ils arriveront là où ils doivent aller.

ENVOYER DES RENSEIGNEMENTS

Après la défaite française, les Britanniques ont impérativement besoin d'avoir des renseignements sur la situation de l'armée allemande, ses installations militaires et ses déplacements. La France libre a les mêmes préoccupations. Des réseaux de renseignement s'organisent au gré des opportunités et des coups portés par les services de contre-espionnage allemands, notamment l'*Abwehr*. Les premiers réseaux sont initiés par des militaires, tels les agents polonais à l'origine du réseau F2, mais également par des civils, tel



Carnet des émissions et des réceptions d'un opérateur radio, sans date (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny, fonds Dupuis-Faille)

opérations des Alliés, dans les airs, et de la Résistance, au sol, plus efficaces (attaques contre les défenses côtières, les installations militaires ou les sites industriels sensibles à partir de 1942, contre les bases de lancement des V1 et V2 en 1944).

RECEVOIR DES INFORMATIONS

Pour coordonner son action avec celle des forces qui combattent depuis l'extérieur, la Résistance a besoin de recevoir des informations. L'écoute des stations non contrôlées, en premier lieu Radio Londres, est la méthode la plus utilisée. Les messages personnels au contenu autant surréaliste qu'incompréhensible sont restés dans les mémoires. Leur utilisation suppose néanmoins un contact préalable entre les résistants concernés et le service émetteur de chaque message, pour se mettre d'accord sur la signification du message en question... Pour ne pas avoir à dépendre d'un poste de radio, la Résistance est pourvue par les Britanniques de postes uniquement récepteurs, faciles à fabriquer et dotés de batterie assurant quelques dizaines d'heures d'autonomie.

La mise en place de liaisons radio est donc dépendante d'équipements de transmission qui arrivent principalement par les airs. La réussite des atterrissages d'avions ou des parachutages de matériel nécessite quant à elle une coordination parfaite des équipages en l'air et des résistants au sol, qui ne peut se faire que par la radio. Une logistique complexe est donc indispensable pour assurer la connexion entre les résistants de l'Intérieur et leurs soutiens à l'extérieur, au niveau national et régional. À partir de 1943, plusieurs structures affectées à cette mission sont successivement mises en place, en accord avec les Britanniques qui fournissent les moyens de transport (Service des opérations aériennes et maritimes, Centre d'opérations de parachutages et d'atterrissages, Section des atterrissages et des parachutages, Bureau des opérations aériennes) (SOAM, COPA, SAP, BOA).

Quand des armes et du matériel commencent à être parachutés en masse sur la France, il devient nécessaire de fournir les modes d'emploi. Dans chaque container, des petits livrets, dans toutes les langues de l'Europe occupée, donnent les explications indispensables. Des instructeurs entraînés en Grande-Bretagne au maniement des armes et aux techniques de sabotage sont aussi envoyés en France pour former les groupes de résistants. Parmi eux, Jeanne Bohec, jeune bretonne spécialiste du plastilage.



Poste britannique Type 3 Mark II (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

Poste utilisé à partir de 1942. Il permet d'émettre dans un rayon supérieur à 800 km. Conditionné dans une valise, il est composé d'un récepteur, d'un émetteur, d'un adaptateur et d'une boîte de pièces de rechange, d'un manipulateur pour les émissions et d'un casque pour l'écoute. L'ensemble pèse plus de 13 kg.

sont vite repérés et démantelés, faute de discrétion ou de cloisonnement entre les activités et les personnes.

Le problème principal est la transmission des informations. La radio est la solution la plus évidente. Encore faut-il des postes, des opérateurs capables de les utiliser, une centrale en mesure de récupérer les messages et savoir comment la contacter. C'est pourquoi les services secrets envoient dès les derniers mois de 1940 des agents en France pour établir les contacts nécessaires. Ils sont rapidement équipés de postes émetteurs. Les résistants peuvent aussi utiliser les ressources disponibles en France même (radioamateurs, réparateurs radio, postes en état de marche ou en pièces détachées, etc.). Les liaisons radios entre la France et la Grande-Bretagne sont durablement établies à partir du début 1941. L'amélioration du matériel à partir de 1942 et des techniques de d'émission et de codage à partir de 1943 permettent de déjouer la vigilance de la Funkabwehr chargée du repérage goniométrique. Le taux de perte des opérateurs radio passe de 75 % en 1941 à 25 % en 1944. Partout en France, la Résistance est en mesure de faire passer ses messages, dont le nombre ne cesse d'augmenter jusqu'à la Libération. Les renseignements rassemblés contribuent à rendre les

Gilbert Renault (*Rémy*), fondateur du réseau Confrérie Notre-Dame. Rapidement, ils sont rattachés aux services secrets britanniques (*Intelligence Service* - IS et *Special Operations Executive* - SOE) ou de la France libre (Bureau central de Renseignement et d'Action - BCRA). Parallèlement, les mouvements de résistance qui se développent mettent en place leurs propres services de renseignement (SR de Combat, SR de l'OCM, Service B des FTP du Front national) qui finissent par se fondre avec les réseaux mis en place par les Britanniques et la France libre (Gallia, Manipule, Phalanx, Cohors, etc.). D'autres réseaux sont pilotés par les services secrets américains (*Office of Strategic Services* - OSS) ou soviétiques (Orchestre rouge).

Les réseaux encadrés par des militaires sont les seuls à maîtriser immédiatement les techniques du renseignement (repérage, collecte, traitement, analyse, exploitation des informations). Le manque d'expérience a des conséquences désastreuses en matière de sécurité : les réseaux les moins structurés

3.2

Faciliter et sécuriser les liaisons en France

FAIRE FACE AUX DIFFICULTÉS DE TRANSPORT

Les résistants sont confrontés comme l'ensemble de la population à la désorganisation des moyens de transport. Le carburant devient rapidement une denrée rare et chère, les occupants se réservant la plus grande partie des stocks disponibles. Les substituts trouvés (notamment les gazogènes qui fonctionnent au charbon) ne compensent que très partiellement les insuffisances.

La pénurie touche également les pièces de rechanges. Tous les moyens de transport sont concernés. Les moteurs sont l'objet d'une attention de tous les instants, afin de retarder le plus possible la panne inévitable. Les pneus et les chambres à air deviennent presque introuvables et sont réparés presque au-delà de ce que leur usure normale rend possible.

Disposer d'une voiture ou d'un camion en état de marche devient compliqué et peut même attirer l'attention car il faut en justifier la possession. Pourtant, ce type de véhicules est indispensable quand il s'agit de transporter des chargements lourds ou encombrants (matériel d'imprimerie, armement issu d'un parachutage, etc.). Les résistants se rapprochent donc des professionnels autorisés à circuler en voiture (personnels de santé, certains fonctionnaires ou responsables de services publics, etc.) ou en camion (transporteurs, commerçants, artisans). Les remorques des tracteurs ou les charrettes tirées par des animaux sont très sollicitées, mais le matériel de trait des paysans est également surveillé de près, quand il n'est pas réquisitionné.

La plupart des résistants sont donc obligés de se déplacer à pied ou à vélo, parfois sur de longues distances, ou d'utiliser les transports en commun. Les déplacements à pied ou à vélo ont l'avantage de la discrétion puisque tout le monde ou presque fait de même, mais il est suspect de circuler avec une valise trop lourde ou la remorque de son vélo trop chargée, car la police française traque aussi les trafiquants du marché noir, qui voyagent rarement à vide...

En ville, les résistants peuvent emprunter le bus, le tramway ou le métro (à Paris), mais ces moyens de transports ne sont pas sans inconvénients. Durant le trajet ou dans les stations, les polices française et allemande procèdent à des contrôles fréquents, comme dans les trains et dans les gares.



Rendez-vous dans une rue de Lyon entre Suzette Erlich et un contact, reconstitution à la Libération (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny, fonds Diamant).

FAIRE FACE AUX CONTRÔLES PERMANENTS

Entre 1940 et 1944, les Français et les étrangers sont contrôlés en permanence. Police et gendarmerie de l'État français, police et *Feldgendarmerie* de l'Occupant allemand multiplient les barrages, les interpellations et les vérifications d'identités. La tâche doit se trouver facilitée par la loi d'octobre 1940 instaurant une carte d'identité obligatoire dans toute la France, complétée par son marquage pour les juifs à partir de décembre 1942. En fait, cette mesure a l'effet inverse, car elle permet aux faussaires de talent de pouvoir fabriquer des faux parfaits qui assurent une protection définitive à ceux qui peuvent en bénéficier. S'engage alors une course incessante entre la police française qui améliore la tenue de ses fichiers et son système de vérification et les organisations de résistance qui inventent de nouvelles parades (par exemple, ajouter d'autres documents, personnalisés, à la carte d'identité) et refusent des conseils pour employer correctement les faux papiers fournis. Les autorisations de circulation (*Ausweis*) distribués par les Allemands connaissent les mêmes défaillances face à l'ingéniosité des faussaires.

Les résistants profitent d'une technologie qui ne rend pas encore possible le croisement immédiat des fichiers et des informations disponibles. Ces assurent à des dizaines de milliers de personnes une ou plusieurs fausses identités et la possibilité de pouvoir continuer à circuler : les frontières intérieures entre les différentes zones peuvent être franchies plus facilement, les limitations de circulations, en particulier lors du couvre-feu, peuvent être contournées.

Avoir de vrais papiers en règle ou de faux

papiers qui semblent l'être tout autant ne suffit pourtant pas. Les résistants qui se déplacent sans rien de compromettant sur eux savent que d'autres prennent d'énormes risques pour faire passer du matériel ou des documents d'un lieu à un autre. Certains font preuve d'un culot qui frise l'inconscience. Les anecdotes sur les coups audacieux ne manquent pas, mais la chance n'est pas toujours au rendez-vous. C'est pourquoi les résistants imaginent des dispositifs - à la fois astucieux et dangereux car les policiers peuvent s'avérer plus malins que prévu - pour camoufler leurs activités de contrebande : les doubles fonds se multiplient dans les sacs à main, les valises, les coffres ; les cadres des vélos deviennent des tubes où l'on cache discrètement des documents ; les légumes recouvrent les tracts au fond du panier ; le chargement de charbon du camion, si salissant, dissuade d'aller chercher le container qui se trouve dessous ; le jeune enfant que promène sa mère ignore qu'une arme est cachée dans son landau. Les résistants qui ont des contacts avec les services de renseignement disposent quant à eux de microfilms et de caches sophistiquées, mais ces gadgets technologiques restent d'un usage restreint.

LE QUOTIDIEN DES AGENTS DE LIAISON

Les agents de liaisons ont un rôle fondamental dans la Résistance. Ils assurent la continuité des relations entre la direction et la base des organisations puis entre les organisations elles-mêmes. En cela, ils permettent la complémentarité et la coordination des activités, rendant l'action de la Résistance plus efficace.

Être agent de liaison suppose une bonne santé car il faut parcourir des distances importantes, à pied, à vélo ou en transport en commun. Il faut aussi une bonne mémoire car, par mesure de sécurité, les lieux et les heures de rendez-vous comme les caractéristiques physiques et les pseudonymes des contacts doivent être appris par cœur. Souvent, l'information à transmettre doit elle aussi être mémorisée, mais l'agent de liaison peut aussi avoir sur lui des documents à transmettre. Il lui faut alors être capable de s'en débarrasser au plus vite en cas de problème (le papier pelure, peu épais, s'avale relativement facilement...) C'est aussi l'agent de liaison qui accompagne les responsables convoqués lors des réunions qui se multiplient à mesure que la Résistance gagne en ampleur et en complexité. Ces agents sont très souvent des femmes et des adolescent(e)s. En effet, les jeunes hommes sont plus contrôlés que les jeunes femmes, car on recherche les réfractaires du STO à partir de 1943 ; par ailleurs, les femmes sont considérées comme moins dangereuses que les hommes selon les mentalités de l'époque et sont donc moins suspectes.

FAIRE FACE À L'INTENSIFICATION DES ÉCHANGES

À mesure que la Résistance se développe et s'organise, la circulation des personnes, du matériel et des documents s'intensifie. Ce changement d'échelle oblige à recourir à d'autres procédures. Des complicités sont recherchées dans les administrations et les services qui gèrent les moyens de transport et de communication. Les agents de la SNCF sont sollicités dès les premiers mois de l'Occupation afin de faciliter le passage de la ligne de démarcation entre les zones Nord et Sud. Jusqu'à la Libération, le personnel roulant prend en charge des hommes et des femmes pourchassés dans le cadre de filières spécialisées, assure l'acheminement

en quantités de plus en plus importante de journaux et de tracts clandestins. Le personnel sédentaire sert de relais au départ et à l'arrivée, dans les gares de voyageurs et les gares de triage. Les agents des PTT (poste, télégraphe et téléphone) peuvent aider à la circulation des informations de la Résistance, mais leur travail, très sensible, est très surveillé. C'est pourquoi le mouvement Défense de la France choisit d'imprimer de faux timbres postaux afin de pouvoir diffuser à moindre frais son journal clandestin, en comptant sur la complicité des postiers chargés du tri et de la distribution. Des boîtes à lettres parallèles sont mises en place : elles ne reçoivent pas le courrier adressé par voie postale, mais sont approvisionnées et rele-

vées par des résistants. Si certaines sont de vraies boîtes, d'autres sont en réalité des personnes qui acceptent, malgré le danger, de servir d'intermédiaires aux échanges de lettres et de documents, sans poser de questions.

À Paris, à la veille de la Libération, la Résistance peut compter sur le personnel de la Société des transports en commun de la région parisienne (STCRP) et de la Compagnie du chemin de fer métropolitain de Paris (CMP). Le réseau téléphonique du métro permet aux résistants parisiens de communiquer entre eux sans passer par le réseau ordinaire sous contrôle allemand.



■ **VOULEZ-VOUS VOYAGER DANS DE BONNES CONDITIONS ?**, Office du Tourisme français, 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

Cette brochure propose en réalité sous un titre anodin le *Manuel du faussaire* 1943 contenant des recommandations aux jeunes réfractaires du Service du travail obligatoire (le départ contraint en Allemagne est désigné comme une déportation).

« Pour utiliser le matériel qui accompagne cette notice, il est indispensable de suivre à la lettre les instructions contenues dans le petit « Manuel du Faussaire 1943 ».

Les Français désireux de se soustraire au contrôle policier et à la déportation devront lire attentivement les textes très stricts qui sont énoncés dans ce Manuel. À cette condition, ils pourront faire un usage heureux et efficace des pièces d'identité que le CAD [Comité d'action contre la déportation] met à leur disposition. »



Fausse carte d'identité prête à remplir, datée du 27 février 1943 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

LE RENDEZ-VOUS « AMBULANT »

Claude Bourdet, un des dirigeants du mouvement Combat, évoque ses rendez-vous clandestins à Lyon. Peu à peu, par surcroît de sécurité, nous commençâmes à utiliser pour nos rendez-vous de travail les rencontres « ambulantes ». On se donnait rendez-vous à l'extérieur, dans une rue, sur un certain trottoir et à peu près à la hauteur de tel ou tel numéro, ou sur un quai du Rhône ou de la Saône. Il fallait être très précis pour ne pas manquer l'interlocuteur, ce qui ne laissait pas de poser des problèmes à certains camarades incurablement inexacts, comme moi. J'arrivais tout de même à m'obliger à une précision relative, et surtout inventais (je crois) une méthode qui me paraissait encore plus sûre et avait l'avantage capital de me donner une légère latitude horaire : nous nous fixions, non pas un emplacement précis, mais un parcours, par exemple entre le 25 et le 55 du cours La Fayette. L'un prenait le parcours dans un sens, l'autre en sens contraire, et cela permettait de ne pas stationner avec l'air d'attendre quelqu'un. Fatalement, au bout d'un quart d'heure de marche au maximum, on finissait par se rencontrer.

Extrait de Claude Bourdet, *L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Editions du Félin, 1998, page 124.

3.3

Former les résistants et informer la Résistance

La Résistance est le fait de civils non préparés à livrer des combats dans une guerre totale (elle se mène sur les fronts politiques et militaires mais aussi économiques et culturels) et dans des formes inédites (de petits groupes cloisonnés entre eux agissant dans une clandestinité totale) face à des forces de répression omniprésentes et pratiquant la résistance ou entre eux, à tous les échelons, la transmission d'informations est stratégique : elle est à la base de leur pensée ou de leurs actions. Évidemment, la collecte de renseignements (politiques, militaires, économiques et sociaux) glanés en tous lieux, et leur transmission sont indispensables aux organisations de résistance pour connaître

SERMENT DES MEMBRES DES MAQUIS DE LA RÉSISTANCE UNIE

1 - Tout homme qui sollicite son admission dans les maquis de la Résistance unie est non seulement un réfractaire de la réquisition allemande, mais un Franc-tireur volontaire et un auxiliaire des Forces françaises combattante, commandées par le général de Gaulle et le Comité national français.

[...]

5 - Il respectera la propriété privée et la vie des citoyens français, alliés ou neutres, non seulement parce que l'existence des maquis dépend de leur bonne entente avec la population, mais parce que les hommes du maquis sont l'élite du pays et qu'ils doivent donner à tous l'exemple et la preuve que la bravoure et l'honnêteté vont de pair chez les vrais Français.

[...]

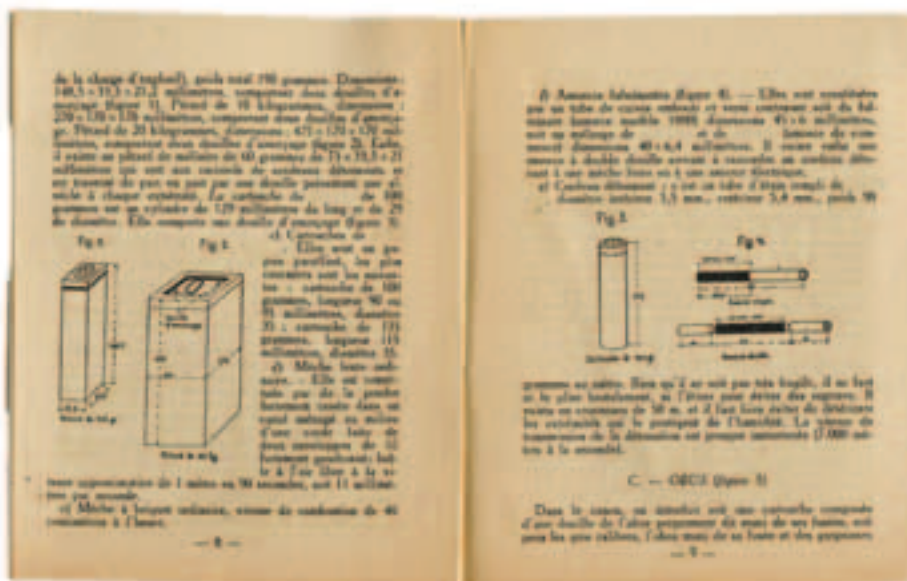
7 - Naturellement, aucune distinction de confession religieuse ou d'opinion politique n'est faite en ce qui concerne l'adhésion des candidats : catholiques, protestants, musulmans, juifs ou athées, royalistes, radicaux, socialistes ou communistes : tous les Français qui veulent se battre contre l'ennemi commun sont les bienvenus parmi nous.

Claude Rochat, *Les compagnons de l'espoir*, éd. Comité départemental de Saône-et-Loire de l'ANACR, 1987, p. 57.



Ce qu'il faut savoir sur la Défense passive, 1939 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny, fonds Nordmann)

Sous cette couverture se cache en réalité une brochure d'information et de formation sur les techniques de la lutte armée et du sabotage, destinée aux Francs-tireurs et partisans.



et combattre l'ennemi, mais la possession et la circulation d'autres informations, de natures différentes, sont aussi indispensables à tous les résistants à l'Intérieur de chaque mouvement et entre mouvements à partir de 1942 avec l'objectif de se connaître et de se reconnaître pour s'unir.

FORMER

Les résistants doivent en permanence se protéger des forces de répression pour agir. Aussi très tôt sont édités des manuels de sécurité donnant des instructions pour établir de faux papiers (cartes d'identité, cartes d'alimentation, certificats), pour organiser des abris sûrs (planques pour les hommes, caches pour le matériel), pour déjouer les méthodes policières (consignes pour éviter les filatures, sur l'attitude à avoir lors des interrogatoires, sur les précautions à prendre lors d'arrestations de membres du groupe), etc.

De même l'inexpérience de l'immense majorité des résistants aux différentes formes de luttes clandestines (à l'exception des réfugiés antifascistes et antinazis) aggravée par nombre d'entre eux par leur ignorance de pratiques militantes expliquent la produc-

tion et la diffusion à l'intérieur de chaque mouvement de fascicules de formation aux techniques de l'imprimerie artisanale ou du codage de messages, à la fabrication d'explosifs, au maniement des armes, aux tactiques de guérilla en ville ou à la campagne, etc.

INFORMER

De nombreuses publications (non destinées à être diffusées à la population) de toutes formes transmettent également aux combattants des arguments pour l'action (par exemple des analyses et des informations sur les évolutions des fronts de la guerre en cours) ou des bilans d'action (en premier lieu sur le nombre et les résultats des sabotages opérés par l'organisation). Ces échanges sous formes de notes, de cahiers ou de communiqués entretiennent le moral et la cohésion des combattants (isolés par nécessité). Ces publications leur fournissent aussi les matériaux de base pour la confection des papillons, des tracts, des journaux destinés à la population. Ils exposent des expériences (positives ou négatives) profitables à tous. Enfin, ils jouent un rôle irremplaçable dans la coordination des réflexions et des actions des groupes ou des mouvements notam-

COMMUNIQUER DANS L'INTERNEMENT

Pour l'immense majorité des résistants arrêtés et internés dans les prisons et les camps d'internement (sous contrôle des occupants allemands et italiens ou de l'État français) en métropole, en Corse et en Afrique du nord, la privation de liberté n'entame en rien leur engagement en résistance. Aussi, dans des conditions encore plus difficiles (sous-alimentation, mauvais traitements, etc.) chaque fois que cela est possible – les évolutions du cours de la guerre modifient régulièrement les conditions d'internement et le sort réservé aux résistants détenus – ils continuent de résister.

Dans ces lieux, isolés et dans la main de l'ennemi, résister signifie conserver sa dignité et refuser de se soumettre, conserver le moral et rester optimiste, avec l'espoir de reprendre sa place dans le combat. Cette attitude emprunte les mêmes voies, les mêmes expressions et les mêmes formes d'action. Passé le choc de l'arrivée dans l'univers carcéral, ils cherchent à trouver d'autres résistants, à se lier solidairement à eux (une évidence pour conserver le moral), à communiquer (une nécessité pour s'organiser et agir). À cette fin, ils emploient tous les moyens

à leur disposition : coups portés sur la tuyauterie, paroles répercutées par les canalisations, brefs signes ou mots échangés sur une coursière, dans un préau, au réfectoire, etc. Cependant, plus encore qu'à l'extérieur, pour des raisons de sécurité, ils doivent taire tout ce qui pourrait être utilisé par la police contre eux ou les camarades qui continuent la lutte à l'extérieur (des mouchards truffent les prisons et les camps d'internement).

Comme à l'extérieur, les résistants internés se regroupent et s'organisent, ils s'expriment, ils communiquent pour agir, ils s'informent, se forment et s'éduquent. Comme à l'extérieur, presque de manière spontanée, ils saisissent la moindre occasion pour transmettre une parole de refus, personnelle, essentiellement sous la forme de graffitis. Les murs et les portes des différents lieux de détention en conservent encore aujourd'hui les traces comme les casemates du fort de Romainville, près de Paris. Ces inscriptions sont l'expression symbolique de la liberté de penser, la négation de l'oppression subie, un défi à l'opresseur. Par ces messages, les résistants, incertains sur leur sort, à la manière d'un testament, prodiguent aux camarades qui connaîtront

à leur tour la prison réconfort et encouragement (ce que le photographe Brassai saisit « Sur les murs de Fresnes » à la Libération). S'adressant à ceux qui vivront dans la liberté retrouvée, ils transmettent une leçon de vie : ce que signifie si fortement l'inscription de Guy Môquet, tracée au crayon sur une planche de la baraque des condamnés, peu avant son exécution le 22 octobre 1941 : « Vous qui restez soyez dignes de nous les 27 qui vont mourir ».

À la forteresse Bossuet, en Algérie, le 31 octobre 1941, tous les détenus se rassemblent dans la cour et s'immobilisent au garde à vous en hommage aux 48 otages fusillés à Châteaubriant, Nantes et Paris le 22 octobre. Malgré l'enfermement, les détenus ont appris les exécutions, ont eu connaissance des consignes du PCF clandestin et de celles du général de Gaulle, diffusées par la BBC. Dans tous les lieux de détention, les informations parviennent de l'extérieur par de nombreux canaux : familles, avocats, personnels pénitentiaires, prêtres, voire par poste de radio clandestin comme au camp de Choisel à Châteaubriant (le poste est introduit dans le camp en pièces détachées). Les informations (les bonnes comme les mauvaises) sont analysées puis colportées de mille manières. Aux Baumettes à Marseille, à Châlons-sur-Marne, à la Roquette à Paris, au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe, les détenus fabriquent à la main de petits journaux clandestins à l'image de ceux qu'ils éditaient et diffusaient avant leur arrestation.

Cette activité est souvent complétée par l'organisation de cours, de conférences, de séances de lecture ressemblant à de véritables universités populaires clandestines comme aux camps d'internement de Rouillé, de Voves et de Saint-Sulpice-la-Pointe ou dans les prisons de Rennes, de Villeneuve-sur-Lot et de La Santé à Paris. Là naissent des revues littéraires et scientifiques, des œuvres artistiques comme les créations plastiques de France Hamelin, Boris Taslitzky ou Roger Payen, conservées et exposées, depuis, dans des musées.

Certaines de ces productions intellectuelles sortent clandestinement et participent aux combats poursuivis à l'extérieur comme la contribution de Jean Zay pour une réforme de l'enseignement à la Libération, produite à la prison de Riom et intégrée aux *Cahiers de l'OCM* ; les 33 sonnets composés au secret de Jean Cassou et publiés par les éditions de Minuit ; les cartes illustrées de France Hamelin et ses camarades réalisées au camp des Tourelles à Paris et vendues sous le manteau au profit des Francs-tireurs et partisans ; les dernières lettres des fusillés publiées par la presse clandestine ou lues au micro de la BBC. Ces formes de résistance entretiennent la combativité et préparent chaque fois que les conditions sont réunies l'organisation d'évasion de résistants décidés à reprendre le combat comme à la centrale d'Eysses à Villeneuve-sur-Lot le 19 février 1944.



La Patriote enchaînée, 1^{er} janvier 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny)

Journal clandestin, « édité par les femmes patriotes de la Roquette », prison pour femmes à Paris.

Sous le titre, figure une proclamation inspirée par celle de Mirabeau en juin 1789 : « Nous sommes ici par la force des baïonnettes, nous en sortirons par la volonté de notre peuple ».

DE QUOI PARLONS-NOUS ?

Arrêtée le 22 mai 1942, en même temps que treize autres membres du réseau « 31 Georges France », dont ses parents, Marie-Jo Chombart de Lauwe est internée à Rennes, à Angers puis à Paris, prison de La Santé, 2^e division punitive. Le 18 juillet, elle découvre la cellule 40.

Vers 2 heures, contact avec les nouveaux. Un carreau est cassé, un anneau de la chaîne du tabouret est ouvert (travail du précédent !), on peut donc libérer le tabouret, le traîner sous la fenêtre, et être ainsi, en montant dessus, à bonne hauteur pour parler.

On m'indique « le téléphone » : les WC, qui - de simples trous - communiquent tous au même égout qui répercute les sons. On peut, par ce moyen, toucher huit ou dix cellules [...]

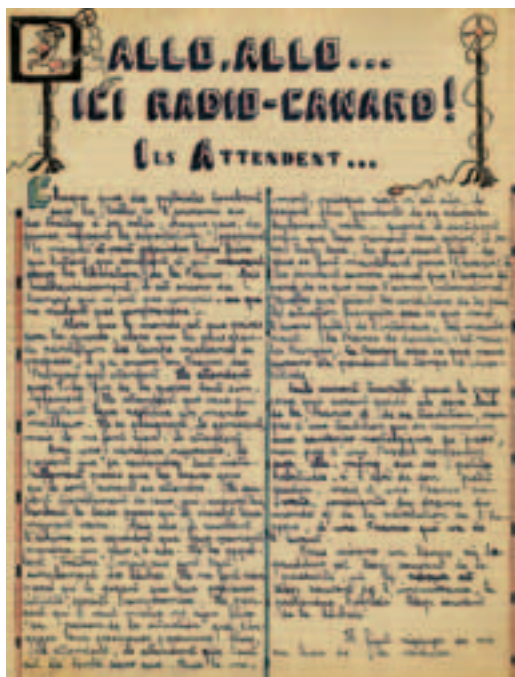
De quoi parlons-nous ? De la guerre avant tout. Chaque soir, nous avons un communiqué : des camarades logeant au début de la division, en haut, arrivent à entendre une TSF que les gardiens français d'une aile de droits communs mettent très forts pour nous.

Presque tous les jours, de nouveaux arrêtés apportent des nouvelles du dehors. Nous nous accrochons à ces nouvelles : certains ne peuvent être sauvés de l'exécution que par un débarquement.

Malheureusement, beaucoup de « borbards » circulent, par exemple : les Anglo-Américains ont débarqué sur nos côtes... et nous passons de l'inquiétude à l'espoir fou, puis retombons avec le démenti dans la monotonie des jours.

Par « téléphone », on entend des conversations les plus diverses ; de grands serments entre un homme et une femme qui ne se sont jamais vus, la résolution d'un problème de géométrie que Pierrette, petite élève de seconde, a posé à un de ses camarades, une conversation philosophique entre un catholique et un communiste sur les preuves de l'immortalité de l'âme (tous les deux attendaient l'exécution), des blagues sur les surveillantes, les gardiens, ou sur notre misère même. L'esprit français aime toujours à rire, même et surtout ici.

Extrait de Marie-Jo Chombart de Lauwe, *Toute une vie de résistance*, Graphein/FNDIRP, 1998, pages 35-36.



« Allo, allo... Ici radio canard ! », dans *Le Canard interné*, journal clandestin de détenus du camp d'internement de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn), 1^{er} janvier 1944 (col. Musée de la Résistance nationale/Champigny). L'illustrateur se moque des moyens de fortune dont disposent les détenus pour communiquer entre eux (de rares écrits et surtout le bouche-à-oreille), en encadrant le titre de la rubrique avec un micro (débranché) et un écran (de cinéma ou de télévision).

ment dans la préparation des réunions clandestines (toujours risquées mais obligatoires à certains moments) telle celle réunissant les représentants de toutes les forces de la Résistance intérieure le 27 mai 1943 autour de Jean Moulin rue Dufour à Paris et fondant le Conseil national de la Résistance.

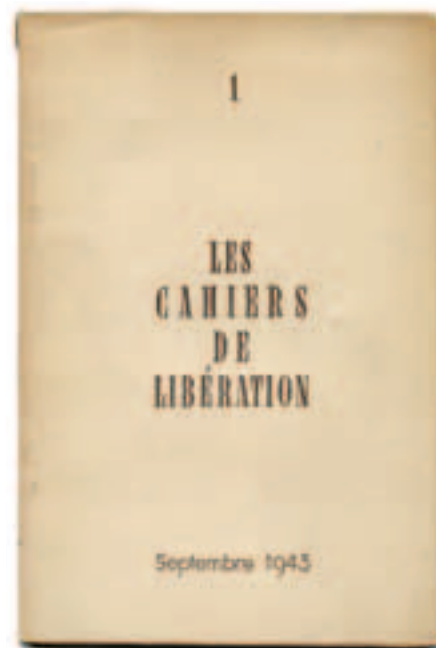
ÉDUCER

Les résistants qui mènent cette guerre d'un type particulier restent des civils, parfois en armes, et des citoyens. Au nom de valeurs politiques, morales ou spirituelles, ils refusent non seulement l'oppression de l'occupation et de la collaboration mais rêvent aussi d'une liberté nouvelle.

Aussi, en plus des appels fondateurs, ils rédigent et diffusent aux nouveaux combattants des documents internes qui leur expliquent les bases morales de leur engagement à l'exemple du code d'honneur des Francs-tireurs et partisans. Les organisations de résistance produisent aussi des documents de réflexion sur le sens de leur combat et leur vision de l'avenir après la victoire (dont ils sont certains). Ils échangent leurs réflexions et leurs projets. À ce titre l'élaboration du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) est exemplaire. L'élaboration du programme est lente et collective. Dans l'impossibilité de se réunir, les membres du CNR mettent sur pied un système de navette (via des agents de liaison) assurant la circulation entre eux des textes lus, relus amendés et corrigés par chacun d'eux. Cette élaboration démocratique exemplaire explique l'adoption à l'unanimité de toutes les organisations de résistance du programme en mars 1944. Son contenu est immédiatement et largement popularisé par des tracts, les journaux clandestins et des brochures, comme celle éditée par le

mouvement Libération Sud et intitulée *Les jours heureux*.

Dans d'autres conditions, mais pour les mêmes raisons, la France libre édite pour ses soldats (à l'origine en majorité des civils) de nombreux outils d'information, de formation et d'éducation.



Cahiers de Libération (sud), n° 1, septembre 1943 (coll. Jean-Louis Crémieux-Brilhac). Dans ce premier numéro est publié pour la première fois en France Le Chant des Partisans, sous le titre *Les Partisans* (*Chant de la Libération*).

PARTIE 3

Communiquer pour se libérer

23 août 1944. Paris s'est soulevé et s'est couvert de barricades. La population a apporté son soutien aux résistants insurgés contre les Allemands qui refluent vers l'Est mais refusent d'abandonner trop facilement la ville qu'ils occupent depuis quatre ans. Répondant à l'appel de la Résistance, des barrages de fortune sont édifiés pour contrarier la progression de l'ennemi. Des hommes sans uniforme, munis d'un simple brassard, se muent en soldats *sans armes, ou avec si peu* [ou presque sans armes]. Un moment de relative quiétude permet de lire la presse clandestine enfin diffusée au grand jour. Les nouvelles sont bonnes. Paris va de nouveau être libre.



Lecture de la dernière édition du journal sur une barricade, photographie de Robert Doisneau, 22 août 1944 (© Atelier Robert Doisneau, V367).

4.1 Faire vivre le Conseil national de la Résistance

À mesure que se rapproche l'échéance de la Libération, la Résistance s'interroge sur l'avenir de la France une fois sa liberté retrouvée. Mais, les événements nationaux et internationaux lui imposent aussi de répondre de manière urgente aux problèmes de l'heure.

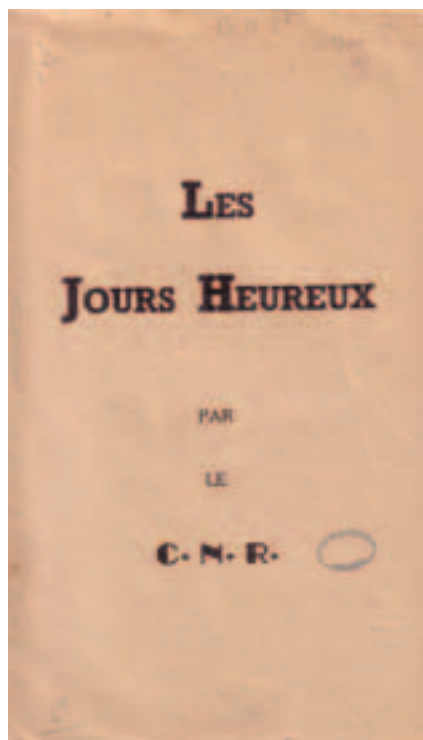
L'ampleur et la violence des opérations de réquisitions de la main-d'œuvre pour le travail en Allemagne, le caractère de plus en plus terroriste de la répression contre la Résistance et les populations jugées comme complices l'exigent. Dans le même temps, la publication des projets d'administration par les alliés anglo-saxons de la France libérée (AMGOT), laisse craindre une remise en cause de l'indépendance nationale. L'insurrection et la libération de la Corse indiquent aussi pour toute la Résistance la voie à suivre : mobiliser de plus en plus largement la population et développer la lutte armée.

Face à ces situations doivent être aussi exposés aux Français des projets politiques pour l'après-guerre. C'est ce à quoi répondent en juillet 1943, le projet de « Programme commun à la Résistance française » proposé par le Parti socialiste ou celui de « Charte économique et sociale d'Émile Laffon (envoyé en mission par le CFLN).

Alors que le renforcement de l'union de toute la Résistance est vitale, se fait jour le risque d'une séparation, voire d'une opposition, au sein même de la Résistance entre d'un côté des partisans de l'action immédiate, et de l'autre ceux de la préparation politique de l'après-libération. Le CNR se doit de résoudre, de toute urgence, ce dilemme : d'une part, développer la lutte immédiate sous toutes ses formes, en s'appuyant sur une participation effective de la population ; d'autre part, présenter les objectifs politiques et sociaux



Annonce de la création du Comité d'action militaire (COMAC) le 13 mai 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny, fonds Villon).



Les Jours heureux, 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny). Brochure publiée par le mouvement Libération-Sud contenant le programme du CNR adopté en mars 1944.

garantissant l'unité nationale la plus large autour des valeurs républicaines et démocratiques.

Cette double priorité est mise à l'ordre du jour le 26 novembre 1943 lors de la deuxième et dernière séance plénière clandestine du CNR (avant celle d'août 1944 au moment de la libération de Paris). Pierre Villon (représentant du Front national au CNR) propose un « Projet de Charte de la Résistance ». L'originalité du document réside dans la liaison qu'il établit entre une véritable doctrine de combat et un programme d'après-guerre. Quatre rédactions successives sont discutées par le CNR et les mouvements, jusqu'à la version définitive du texte, adopté à l'unanimité le 15 mars 1944.

LE BUREAU DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Pour donner au CNR un rôle efficace tout en évitant la réunion plénière à quinze et ses risques, je propose la constitution d'un bureau permanent de cinq membres, chacun des cinq ayant un contact régulier avec deux autres. J'obtiens l'approbation de mon projet par plusieurs membres du CNR. Ce bureau du CNR comprend : Bidault (président), Saillant, Pascal Copeau, Blocq-Mascart et moi-même. Je représente à la fois le FN, le PCF et assez curieusement un parti de droite, la Fédération républicaine dont le chef, Louis Marin, [...] avait chargé Debû-Bridel de le remplacer au sein du CNR. [...] Grâce à cette restructuration, le CNR peut désormais jouer son rôle politique, s'adresser au pays, aux Alliés, réagir vite aux événements et devenir ainsi le représentant officiel de la Résistance intérieure.

Pierre Villon, *Résistants de la première heure*, éditions sociales, 1983, p. 77.

La première partie du programme expose un « plan d'action immédiate » qui définit les étapes et les moyens pour parvenir à la Libération. Elle hiérarchise et coordonne les différentes structures de mise en œuvre de ce plan d'insurrection nationale : en premier lieu les Comités départementaux de la Libération (CDL), les états-majors des Forces françaises de l'Intérieur (EM des FFI), le Comité d'action militaire du CNR (COMAC).

4.2 Mobiliser la population

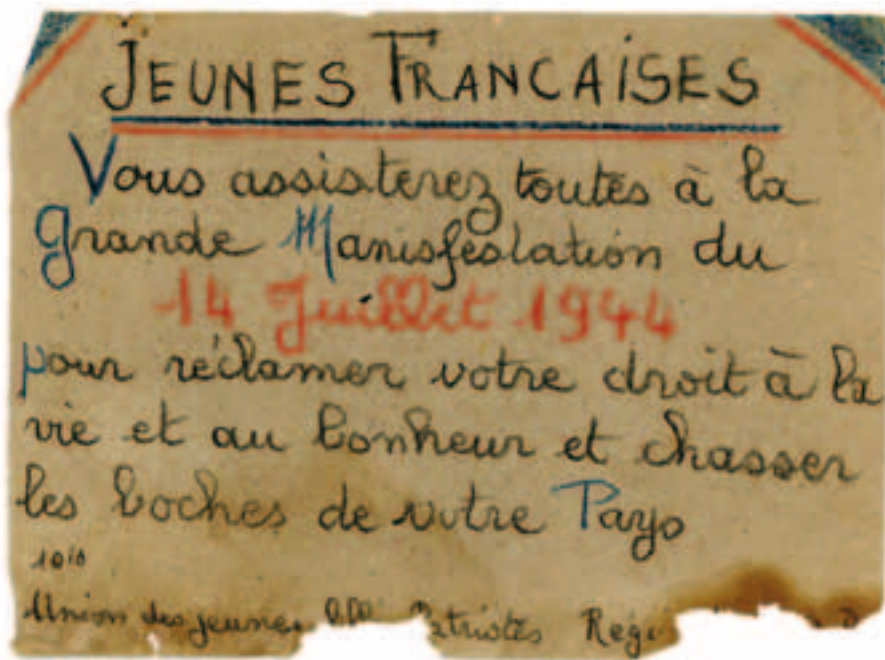
Depuis l'automne 1943, le thème de l'insurrection nationale est omniprésent dans les tracts et les journaux clandestins. Au printemps 1944, le Conseil national de la Résistance en précise les cadres (première partie de son programme, adopté en mars) et se dote d'une commission de coordination de l'action militaire (le COMAC institué en mai). En mai, les Anglo-Américains finissent par entendre les demandes du CNR et l'idée d'insurrection peut enfin être développée dans les émissions en français à la BBC.

À l'été 1944, le processus insurrectionnel prend appui à la fois sur l'élan de la population et sur l'impulsion donnée par les organisations de la Résistance.

Le signal de l'insurrection est donné par le CNR le 18 juin 1944, alors que le débarquement en Normandie semble avoir réussi. L'appel adressé aux Comités départementaux de la Libération est largement repris par la presse clandestine et inspire une multitude de papillons, de tracts ou d'affichettes. La population doit entrer en action et soutenir la lutte armée lancée par les résistants.

À la manière d'une répétition générale, le 20 juin, le CNR lance un nouvel appel pour une célébration spectaculaire du 14 juillet 1944. Le message est répercuté le 11 juillet sur les ondes de la BBC. La célébration est organisée dans toute la France par les groupes de résistance. Elle est précédée d'une campagne de communication sans précédent en direction de la population : dans les villages, dans les villes (par quartier), sur les lieux de travail (catégories par catégories professionnelles).

La journée est un succès. Le bilan est impressionnant : défilés, rassemblements devant les monuments symboliques, comme celui des cheminots de Vitry-sur-Seine devant le monument de Rouget de l'Isle à Choisy-le-Roi, grèves et, un peu partout, une flambée d'actions armées. À titre d'exemple, ce 14 juillet, des dizaines de milliers de Parisiens et de banlieusards tiennent la rue aux accents de *La Marseillaise*. Signes des temps, la police française reste neutre, voire participe aux manifestations.



Tract de l'Union des Jeunes Filles patriotes de la région des Bouches-du-Rhône appelant à manifester le 14 juillet 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).



Affiche manuscrite du Front patriotique de la Jeunesse du 13e arrondissement à Paris appelant à la formation de milices patriotiques, juin 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).



Affiche du Comité parisien de la Libération appelant la population à rejoindre les FFI et à bloquer la circulation des troupes allemandes dans Paris, 21 août 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

Dans les jours qui suivent, les récits de cette journée foisonnent dans la presse clandestine et dans les émissions en français de Radio Londres. Ils renforcent positivement l'image de la Résistance auprès des Français encore indécis. Ils augmentent la détermination à combattre de ceux déjà entrés dans l'action, leur forgeant un moral de vainqueur.

Ce travail d'organisation et de conviction ne cesse de s'amplifier région par région. Il prépare les journées des combats libérateurs, menés dans de nombreuses zones aux côtés des troupes françaises et alliées.

Toutes ces journées sont déclenchées par des appels des autorités de la Résistance (CDL et états-majors FFI). À Paris, de manière exemplaire, les appels à la mobilisation générale de la population sont placardés sous forme d'affiches frappées de drapeaux tricolores (une première depuis 1939). Ailleurs en France, la population est appelée de la même manière à participer à la libération des villes et des départements.

4.3

Légitimer le général de Gaulle et le Gouvernement provisoire de la République française

Au printemps 1944, le général de Gaulle est reconnu comme le chef de la Résistance française par l'ensemble de ses composantes. Le Comité français de la Libération nationale qui siège à Alger est constitué de représentants des mouvements de la Résistance et des forces politiques de la Troisième République qui ont refusé de rallier l'État français dirigé par Pétain.

Le 3 juin, le CFLN cède la place au Gouvernement provisoire de la République française. Son chef est le général de Gaulle et il siège à Alger. Alors que le débarquement est imminent, les Anglo-Américains entendent avoir les coudées franches sur le territoire français. Le Gouvernement provisoire de la République française, n'est toujours pas reconnu par les Alliés quand les troupes alliées débarquent en Normandie et n'est donc pas associé aux opérations militaires. Le 6 juin 1944, le général Eisenhower ne la mentionne pas quand il s'adresse aux Français.

La Résistance unie - GPRF et CNR - proteste vigoureusement et revendique la pleine souveraineté pour la France. Des consignes sont données pour que dans chaque parcelle du territoire libérée des représentants de la Résistance chassent ceux de l'État français, forcément illégitimes, et installent de fait l'autorité du GPRF. Le général de Gaulle obtient de pouvoir débarquer à son tour en Normandie le 14 juin 1944. Il se rend à Bayeux, principale ville libérée à cette date, et prononce un discours sans équivoque. Le texte est repris à Radio Londres et diffusé par *Le Courrier de l'Air*.

Au fur et à mesure de la progression des armées alliées et de la libération du territoire national, des comités locaux et départementaux prennent en mains l'administration. Des commissaires de la République font fonction de préfet et s'efforcent de maintenir l'ordre et d'éviter les exactions. Là où la Résistance est en mesure de libérer elle-même une région, le processus est comparable. Le déclenchement de l'insurrection parisienne avec l'accord du CNR installe le Comité parisien de la Libération à la direction de la ville et facilite le retour dans la capitale du GPRF, quelques jours après le départ des dernières troupes allemandes. Ainsi se réalise l'objectif immédiat défini par le programme du CNR :



l'Humanité, n° 7 (nouvelle série), 27 août 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

«établir le Gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la Nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle».

Le général de Gaulle est à Paris dès le 25 août. Chef du GPRF, il symbolise le retour de la République dans sa capitale. Le lendemain, un gigantesque défilé réunit le GPRF, le CNR, le CPL, les résistants parisiens, les soldats français et américains et le peuple de Paris dans une communion totale. La presse française et internationale rend compte de l'événement dont l'écho parvient jusque dans les camps de concentration. Pour les Alliés, et pour les Français, c'est la démonstration que le GPRF et son chef ont le soutien populaire et que ce gouvernement né en exil et dans la clandestinité est légitime et peut diriger la France jusqu'à la victoire.



Le Courrier de l'Air, 21 juin 1944 (coll. Musée de la Résistance nationale). Sous le titre principal, il est précisé : «Le général de Gaulle s'est rendu le 14 juin dans la zone libérée de Normandie».

Nous sommes tous émus en nous retrouvant ensemble, dans l'une des premières villes libérées de la France métropolitaine, mais ce n'est pas le moment de parler d'émotion. Ce que le pays attend de vous, à l'arrière du front, c'est que vous continuiez le combat aujourd'hui, comme vous ne l'avez jamais cessé depuis le début de cette guerre et depuis juin 1940. Notre cri maintenant, comme toujours, est un cri de combat, parce que le chemin du combat est aussi le chemin de la liberté et le chemin de l'honneur. C'est la voix de la mère patrie. Nous continuerons à faire la guerre avec nos forces de terre, de mer et de l'air comme nous la faisons aujourd'hui en Italie, où nos soldats se sont couverts de gloire, comme ils le feront demain en France métropolitaine. Notre empire, entièrement rassemblé autour de nous, fournit une aide énorme. Nous combattons pour la France avec passion, mais aussi avec raison.

Vous qui avez été sous la botte de l'ennemi et avez fait partie des groupes de Résistance, vous savez ce qu'est cette guerre. C'est une guerre particulièrement dure, cette guerre clandestine, cette guerre sans armes. Je vous promets que nous continuerons la guerre jusqu'à ce que la souveraineté de chaque pouce de territoire français soit rétablie. Personne ne nous empêchera de la faire.

Nous combattons aux côtés des Alliés, avec les Alliés, comme un allié. Et la victoire que nous remporterons sera la victoire de la liberté et la victoire de la France.

Je vais vous demander de chanter avec moi notre hymne national, la Marseillaise.

Charles de Gaulle, discours de Bayeux, 14 juin 1944.

4.4

Rétablir les libertés et la démocratie républicaine

Dès que les conditions le permettent, avant même que la libération soit assurée, les représentants de la Résistance appliquent les consignes du Conseil national de la Résistance et du Gouvernement provisoire de la République française et s'emparent des lieux du pouvoir. De fait, les comités locaux et départementaux de la Libération rétablissent la légalité républicaine et en informent la population. Des affiches officielles sont apposées sur les murs pour marquer dans le paysage la mise en place du nouveau pouvoir. L'aspect général reprend celui des affiches d'avant-guerre, le nom ou le sigle de la République française retrouve sa place. Les plus organisés disposent aussi de cachets au nom des CLL et des CDL pour officialiser et authentifier les premiers documents produits.

Le GPRF s'installe à Paris et prend en charge la direction du pays qui n'est pas encore totalement libéré en septembre 1944 et qui doit poursuivre la guerre aux côtés de ses alliés anglo-américains jusqu'à la victoire. Les symboles du régime de Vichy sont effacés : les rues Pétain retrouvent leur ancien nom, le portrait du Maréchal disparaît au profit du buste de Marianne, les timbres à l'effigie de Pétain sont surchargés d'une croix de Lorraine triomphante. Les pièces de monnaie frappées de la francisque sont conservées plus longtemps, faute de moyens pour procéder rapidement à la substitution. La République est rétablie de fait, dans l'attente d'une nouvelle constitution.

Les Français retrouvent enfin la plénitude de leurs droits, bafoués pendant quatre années. Les journaux clandestins peuvent enfin paraître au grand jour. Certains cessent rapidement leur parution mais beaucoup survivent, au moins un temps, au retour de la liberté de la presse. Près de 30 quotidiens sont publiés à Paris et en province, pour un total d'environ 10 millions d'exemplaires. C'est d'abord une presse d'opinion qui est protégée et encadrée par l'ordonnance du 30 septembre 1944. Quelques voix s'élèvent, dont celle d'Albert Camus, pour s'inquiéter des dérives possibles de la presse, tentée de retomber dans les facilités et les travers d'avant-guerre. La presse participe cependant activement aux débats démocratiques qui accompagnent les mesures du GPRF, l'élection d'une assemblée nationale au suffrage universel (masculin et féminin) et la rédaction du projet constitutionnel.

Les formations politiques issues de la Résistance manifestent de plus en plus leurs divergences. Le général de Gaulle lui-même, dont chacun reconnaît le rôle essentiel dans le processus qui a conduit à la Libération, ne parvient pas à rallier la majorité des Français à sa vision de la République. Il démissionne de son poste de chef du gouvernement en janvier 1946. L'élection d'une nouvelle Assemblée nationale constituante conduit à l'approbation de la constitution de la Quatrième République par référendum en octobre. Son préambule se veut la justification *a posteriori* du combat de la Résistance, pour plus de liberté, d'égalité, de fraternité. Ce magnifique programme aura du mal à être appliqué par la Quatrième République, notamment du fait de la question coloniale.



Affiche diffusée par le Bureau d'information anglo-américain, 1945 (coll. Archives départementales de Seine-et-Marne, fonds Taboureaux).



Avis du Comité local de la Libération de Champigny interdisant les pillages et les actes de vengeance (coll. Musée de la Résistance nationale/Champigny).

■ PRÉAMBULE DE LA CONSTITUTION DE 1946 (EXTRAIT)

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

2. Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps, les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :

3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.

4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

5. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances. [...]

10. La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

11. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. [...]

13. La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État. [...]



Critiques de la nouvelle presse

par Albert Camus

[...] Lorsque nous rédigeons nos journaux dans la clandestinité, c'était naturellement sans histoires et sans déclarations de principe. Mais je sais que pour tous nos camarades de tous nos journaux, c'était un grand espoir secret. Nous avions l'espérance que ces hommes, qui avaient couru des dangers mortels au nom de quelques idées qui leur étaient chères, sauraient donner à leur pays la presse qu'il méritait et qu'il n'avait plus. Nous savions par l'expérience que la presse d'avant-guerre était perdue dans son principe et dans sa morale. [...]

Notre désir, d'autant plus profond qu'il était souvent muet, était de libérer les journaux de l'argent et de leur donner un ton et une vérité qui mettent le public à la hauteur de ce qu'il y a de meilleur en lui. Nous pensions alors qu'un pays vaut souvent ce que vaut sa presse. Et s'il est vrai que les journaux sont la voix d'une nation, nous étions décidés, à notre place et pour notre faible part, à élever ce pays en élevant son langage. À tort ou à raison, c'est pour cela que beaucoup d'entre nous sont morts dans d'inimaginables conditions et que d'autres souffrent la solitude et les menaces de la prison.

En fait, nous avons seulement occupé des locaux, où nous avons confectionné des journaux que nous avons sortis en pleine bataille. C'est une grande victoire et, de ce point de vue, les journalistes de la Résistance ont montré un courage et une volonté qui méritent le respect de tous. Mais, et je m'excuse de le dire au milieu de l'enthousiasme général, cela est peu de choses puisque tout reste à faire. Nous avons conquis les moyens de faire cette révolution profonde que nous désirions. Encore faut-il que nous la fassions vraiment. [...]

Or, dans la hâte, la colère ou le délire de notre offensive, nos journaux ont péché par paresse. Le corps, dans ces journées, a tant travaillé que l'esprit a perdu de sa vigilance. [...]

Puisque les moyens de nous exprimer sont dès maintenant conquis, notre responsabilité vis-à-vis de nous-mêmes et du pays est entière. L'essentiel, et c'est l'objet de cet article, et que nous en soyons bien avertis. La tâche de chacun de nous est de bien penser ce qu'il se propose de dire, de modeler peu à peu l'esprit du journal qui est le sien, d'écrire attentivement et de ne jamais perdre de vue cette immense nécessité où nous sommes de redonner à un pays sa voix profonde. Si nous faisons que cette voix demeure celle de l'énergie plutôt que de la haine, de la fière objectivité et non de la rhétorique, de l'humanité plutôt que de la médiocrité, alors beaucoup de choses seront sauvées et nous n'aurons pas démerité.

Article paru dans *Combat*, 31 août 1944

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »

(mention figurant sur certains journaux clandestins de la Résistance française)

Bulletin publié par le Musée de la Résistance nationale (MRN) en partenariat avec le Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) de l'académie de Créteil.

Bulletin réalisé par :

Eric Brossard, agrégé d'histoire, professeur au collège Jean Wiener à Champs-sur-Marne, professeur relais au Musée de la Résistance nationale ; Guy Krivopissko, professeur d'histoire, conservateur du Musée de la Résistance nationale. Avec le concours de : la commission Histoire du Musée de la Résistance nationale ; Xavier Aumage, Céline Heytens et Charles Riondet, archivistes du Musée de la Résistance nationale ; Julie Baffet, chargée de la Communication du Musée de la Résistance nationale.

Coordination :

Corinne Robino, directrice du CRDP de l'académie de Créteil ; Gilles Gony, responsable éditorial du CRDP de l'académie de Créteil ; Eric Brossard, professeur relais au Musée de la Résistance nationale ; Guy Krivopissko, conservateur du Musée de la Résistance nationale.

Musée de la Résistance nationale

Service pédagogique

Parc Vercors
88 avenue Marx Dormoy
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Téléphone : 01 48 81 44 91
Télécopie : 01 48 81 33 36
Courriel : info@musee-resistance.com

Directeur de publication : Michel Delugin
Rédactrice en chef : Julie Baffet
Graphiste : Olivier Umecker
Imprimé par Agefim

Duplication autorisée et conseillée.
Version téléchargeable sur le site du Musée de la Résistance nationale, rubrique pédagogie, sous rubrique CNRD.
www.musee-resistance.com

Musée de la Résistance nationale

Parc Vercors - 88 avenue Marx Dormoy
94500 Champigny-sur-Marne

Pour contacter le Musée

Accueil et réservation : 01 48 81 53 78
Service pédagogique : 01 48 81 44 91
Service communication : 01 48 81 45 97
www.musee-resistance.com
Courriel : infos@musee-resistance.com

Jours et horaires d'ouverture

Du mardi au vendredi, de 9 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 30.
Samedi et dimanche, de 14 h 00 à 18 h 00
Fermé au mois de septembre (sauf pour les journées du Patrimoine), les lundis, les jours fériés (sauf le 8 mai), les week-ends en août.

Tarifs

- Visite de l'exposition gratuite
- Visite de l'exposition permanente :
 - Plein tarif : 5 €
 - Demi-tarif : 2,50 € (retraités, familles nombreuses, groupes de plus de 10 personnes)
 - Campinois : 1,80 €
 - Gratuit pour les scolaires, les anciens résistants et déportés, les chômeurs, le personnel des organismes sous convention.

Une visite commentée gratuite de l'exposition est organisée le 1^{er} dimanche de chaque mois

Accès

En transports en commun : RER A, direction « Boissy-Saint-Léger », station « Champigny » puis bus 208, arrêt « Musée de la Résistance »
Par la route : par l'autoroute A4, sortie « Champigny centre », ou par la route départementale 4

Bâtiment accessible aux handicapés
Librairie - Boutique - Parking